

DU LIBÉRALISME *HISTORIQUE* À LA CRISE SOCIALE DU XX^E SIÈCLE

La lecture de Wilhelm Röpke

[Raphaël Fèvre](#)

Presses de Sciences Po | « [Revue économique](#) »

2015/5 Vol. 66 | pages 901 à 931

ISSN 0035-2764

ISBN 9782724634143

DOI 10.3917/reco.665.0901

Article disponible en ligne à l'adresse :

<https://www.cairn.info/revue-economique-2015-5-page-901.htm>

Distribution électronique Cairn.info pour Presses de Sciences Po.

© Presses de Sciences Po. Tous droits réservés pour tous pays.

La reproduction ou représentation de cet article, notamment par photocopie, n'est autorisée que dans les limites des conditions générales d'utilisation du site ou, le cas échéant, des conditions générales de la licence souscrite par votre établissement. Toute autre reproduction ou représentation, en tout ou partie, sous quelque forme et de quelque manière que ce soit, est interdite sauf accord préalable et écrit de l'éditeur, en dehors des cas prévus par la législation en vigueur en France. Il est précisé que son stockage dans une base de données est également interdit.

Du libéralisme *historique* à la crise sociale du XX^e siècle

La lecture de Wilhelm Röpke

Raphaël Fèvre*

Les traits qui caractérisent la crise de civilisation dont Wilhelm Röpke (1899-1966) se fait le témoin peuvent être ramenés à une attaque en règle contre le collectivisme et la planification. La massification généralisée de la société trouve un aboutissement particulièrement nuisible dans le champ de l'économie, avec la concentration de la grande industrie et l'asservissement du travailleur. Néanmoins, dans ses travaux, Wilhelm Röpke rejette dos à dos libéralisme historique et socialisme planificateur. L'objet de cet article est de montrer que ce rejet passe chez lui par une lecture historique particulière, celle d'un enchaînement causal de l'un à l'autre eu égard à l'intensification des mêmes tendances délétères. En ce sens, la crise sociale du XX^e siècle est le fruit du déclin interne du libéralisme : la période contemporaine devient intelligible seulement par une analyse des causes premières, lesquelles prennent racine au siècle précédent. L'étude ambitionne de reconstruire cette analyse dans sa complexité, c'est-à-dire de mêler les différents niveaux de discours employés par Röpke : principalement sur le plan culturel, sociologique et économique.

ON RÖPKE'S VIEW OF THE TWENTIETH CENTURY SOCIAL CRISIS

The characteristic features of the civilization crisis described by Wilhelm Röpke (1899-1966) could be understood as an attack against collectivism and planning. Massification in all spheres of society reaches an apex in the economic field, mainly through big business' concentration and the enslavement of workers. Nevertheless, Wilhelm Röpke dismisses both historical liberalism and socialist planning. This article shows that his refusal is grounded in a specific historical interpretation: that of a causal pathway from one (liberalism) to the other (planning), with respect to the intensification of the same harmful trends. Therefore, the social crisis of the twentieth century follows from the inner decline of liberalism. We can understand the contemporary period solely by the analysis of primary causes, which are rooted in the previous century. The study reconstructs this complex discourse by linking Röpke's cultural, sociological and economical fields of inquiry.

Classification JEL : B25, B31

* Centre Walras-Pareto d'études interdisciplinaires de la pensée économique et politique (Université de Lausanne) et Centre d'Économie de la Sorbonne (Université Paris 1). *Correspondance* : Unil-Dorigny, Géopolis, Centre Walras-Pareto, CH-1015 Lausanne. *Courriel* : raphael.fevre@gmail.com

Pour leurs suggestions et critiques, je tiens particulièrement à remercier Roberto Baranzini, Jérôme Lallement, Maxime Desmarais-Tremblay, Antoine Missemer, Sophie Swaton et Michele Bee, ainsi que tous les membres du Centre Walras-Pareto. Mes remerciements vont également à Jean-Pierre Potier et à Rebeca Gomez Betancourt pour leurs relectures et conseils. Enfin, le texte a grandement bénéficié des retours des deux rapporteurs : je leur en suis reconnaissant. Erreurs et maladresses restent évidemment de ma seule responsabilité.

INTRODUCTION

Notre époque a pour mission propre, pour vocation, la constitution d'une civilisation fondée sur la spiritualité du travail [...]. C'est parce que nous n'avons pas été à la hauteur de cette grande chose qui était en train d'être enfantée en nous que nous sommes jetés dans l'abîme des systèmes totalitaires.

Simone WEIL, *L'Enracinement*, écrit courant 1943 ([1949], p. 125)

Wilhelm Röpke (1899-1966) est principalement connu en tant que figure éminente de l'ordolibéralisme allemand. La mise en place d'un ordre concurrentiel au moyen d'un cadre juridico-institutionnel défendu par l'État de droit représente, en effet, le cœur de ses revendications en matière de politique économique. Fermement engagé en faveur du libre-échange, à l'instar des néolibéraux allemands, tels Walter Eucken, Franz Böhm ou Alexander Rüstow (Commun [2014], p. 29), il s'oppose explicitement à la planification et à l'interventionnisme étatique d'inspiration keynésienne. Pourtant, aux fondements de sa position, on retrouve la mise en question du libéralisme tel qu'il s'est réalisé au XIX^e siècle. L'article soutient que la pensée röpkeenne n'est intelligible qu'à l'aune de cette critique séminale ; laquelle fonde une acception spécifique du libéralisme.

S'il dévoile une analyse résolument décliniste de l'ère capitaliste libérale, Wilhelm Röpke se détache des accents fatalistes que portent les études historicistes¹, ou par exemple celle de Schumpeter [1942] : le cours de l'Histoire peut (et pour Röpke, doit) être infléchi. Schumpeter ([1942], p. 89, 222) se demandait si le socialisme allait remplacer le capitalisme. Les conclusions auxquelles aboutit son étude sont claires et tranchantes : « Je ne crois pas [que le capitalisme] puisse » survivre ; « à coup sûr, [le socialisme] le peut ». Cette tendance nécessaire n'est pas sans l'inquiéter, mais l'Autrichien se fait, suivant une lecture d'influence marxienne, le « prophète » de la marche inéluctable² du capitalisme vers le socialisme (Lakowski [2002]). Au contraire, et dans une perspective plus idéaliste, Röpke s'engage en faveur d'une révolution fondamentalement morale – mais aussi politique, sociale et économique³ – du libéralisme *historique* (*historische Liberalismus* ; terme qu'il préfère à capitalisme) vers une « troisième voie » (*Dritter Weg*).

Dans l'article, il ne sera pas directement question de l'appartenance de Röpke à l'ordolibéralisme, ni de son ambitieux programme de réforme sociétal. C'est

1. Talcott Parsons ([1929], p. 45 ; nous traduisons) fait par exemple remarquer, tout en nuance, cette dimension déterministe chez Sombart ou Max Weber, chez qui le développement du capitalisme « forme une fin logique d'un processus dominant l'Histoire dans son entier : ce qu'il [Weber] nomme le processus de rationalisation ». Le document programmatique de l'école de Fribourg fait également mention de « l'attitude fataliste et relativiste présente parmi tant de génération de chercheurs » allemands (Böhm, Eucken, et Grossman-Doerth [1936], p. 18, nous traduisons).

2. Sur cette question de l'inéluctabilité de l'effondrement du système capitaliste, Schumpeter fait remarquer dans son article « The March into Socialism » ([1950], p. 456) : « *Marx was wrong in his diagnosis of the manner in which capitalist society would break down; he was not wrong in the prediction that it would break down eventually* ». Aussi, malgré des parallèles importants entre le diagnostic de Schumpeter et celui de Röpke, leurs conclusions s'opposent diamétralement (Meijer [2005], p. 147-148).

3. Voir, par exemple, ses recommandations pour l'Allemagne d'après la Seconde Guerre mondiale dans *Die Deutsche Frage* (La question allemande) (Röpke [1945a], p. 182-205).

le Röpke archiviste intellectuel de l'ère libérale qui est au cœur de ce travail⁴. La méthode qui prédomine dans les travaux de Röpke se rapproche d'une sociologie culturelle de l'*économie* (dans les deux sens que le français autorise). Il fait encore partie de cette catégorie de l'intellectuel universel, que Foucault oppose à l'intellectuel spécifique, dont les réflexions s'adressent à la « conscience de tous ». Témoignant d'une culture encyclopédique, Röpke n'hésite pas à citer, d'une page à l'autre, des vers de Goethe, la pensée politique de Tocqueville ou de Montesquieu, aux côtés des ouvrages de Keynes et de Hayek. Ses références et ses travaux ne s'embarassent pas des frontières disciplinaires qui se précisent en ce milieu de XX^e siècle.

Brièvement retracer son parcours personnel et intellectuel nous éclairera sur le cheminement d'un économiste allemand vers l'intellectuel libéral *universel* (section I). Pour Röpke, le premier XX^e siècle est témoin d'une « crise générale de la civilisation » (Röpke [1942a], p. 14) qui trouve ses racines dans un long parcours : celui du libéralisme *historique*. En effet, malgré les crises ou le retour à des mesures protectionnistes, Röpke qualifie la période précédente (1815-1914) d'essentiellement libérale ([1942b], p. 18 ; [1959], p. 23). En privilégiant une analyse culturelle, Röpke révèle son souci de préserver des sphères traditionnelles de la société par une mise en question de certains traits de la modernité occidentale. Röpke se focalise sur un processus de massification (*Vermassung*), notamment dans le domaine industriel et paysan ; ce qui l'amène à (re)définir la *question sociale* et celle des besoins naturels de l'homme (section II). En développant une analyse du capitalisme, Röpke s'intègre dans une tradition allemande longue. Il identifie les tendances intellectuelles qui ont été le moteur de la lente dégénérescence du système vers la planification et l'interventionnisme en se fondant sur les prémices erronées du dogme libéral de l'harmonie naturelle des intérêts. Aussi, sa lecture décliniste met-elle en évidence le passage d'une forme fautive de libéralisme vers la planification, tous deux unifiés sous un même schème explicatif (section III).

DU THÉORICIEN DES CYCLES À L'INTELLECTUEL LIBÉRAL ENGAGÉ : VIE ET ŒUVRE DE WILHELM RÖPKE

Wilhelm Röpke⁵ est né en 1899 près de Hanovre, au sein d'une famille protestante très attachée aux traditions (notamment paysannes) ainsi qu'aux

4. Sur les rapport de Röpke à l'ordolibéralisme et à l'économie sociale de marché (*Soziale Marktwirtschaft*) – selon l'expression d'Alfred Müller-Armack (cf. notamment [1956], [1965], [1978]) –, le lecteur intéressé pourra consulter les travaux de (Friedrich [1955] ; Oliver [1960] ; Bilger [1964] ; Grosseckler [1989], [1994] ; Gerber [1994], [1998] ; Sally [1996]) et plus récemment (Ptak [2004]). La littérature secondaire lui étant consacrée aborde également les liens entre son approche sociologique de l'économie et la pensée chrétienne (Campbell et Foshee [1997] ; Leen [2003] ; Ycre [2003] ; Doering [2006]) ; ses positions d'influence à la Société du Mont-Pèlerin (Steiner et Walpen [2006] ; Ptak [2009]), ainsi qu'auprès des décideurs politiques allemands post-Seconde Guerre mondiale (Nicholls [1994] ; Commun [2003] ; Mierzejewski [2006]). Plus récemment, c'est le positionnement de Röpke au sein de la « nébuleuse » néolibérale qui a intéressé les historiens de la pensée (Doering [2006] ; Jackson [2010] ; Audier [2012] ; Siems et Schnyder [2012] ; Coleman [2013]).

5. Pour une biographie exhaustive de l'auteur, on pourra consulter les travaux de Hennecke [2005] en langue allemande ; de Zmirak [2001] ou Gregg [2010] en anglais ; de Jean Solchany [2011] en langue française.

valeurs chrétiennes. Après une jeunesse calme au sein des milieux libéraux de l'ère wilhelminienne (1890-1914), il est mobilisé pour le front lors de la Première Guerre mondiale. De cette double expérience, le jeune Röpke puisera une pensée tournée vers le pacifisme, l'humanisme, le rejet du nationalisme exacerbé, l'importance du respect de l'éthique et de la morale (Ritenour [2009]).

Après des études de droit puis d'économie à l'Université de Tübingen et de Göttingen, il obtient son doctorat d'économie à l'Université de Marbourg en 1921, sous la direction de Walter Troeltsch⁶. Son sujet de thèse, encore dans la lignée des grandes monographies de l'École historique allemande, concerne les cartels dans le domaine minier (potassium). Sa thèse d'habilitation se concentre sur les raisons des fluctuations du commerce, en particulier par un examen du secteur des transports. Röpke a 24 ans lorsqu'il est nommé professeur extraordinaire à l'université de Jena. Il bénéficie d'une bourse de la fondation Rockefeller (Gregg [2010], p. 7-8) lui permettant de partir étudier le secteur agricole aux États-Unis. Röpke va enseigner à Graz (1928) avant d'être nommé professeur ordinaire d'économie politique à Marbourg (1929).

L'arrivée au pouvoir d'Adolph Hitler (1933) va mettre un terme à ses ambitions tant académiques que politiques en Allemagne. Il rejoint la Turquie de M. Kemal Atatürk afin d'échapper à la censure et aux pressions à l'encontre des penseurs libéraux⁷. Il enseigne à l'université d'Istanbul avec son ami Alexandre Rüstow, il y fonde un Institut pour l'étude des sciences sociales. En Angleterre, Röpke fait publier *Crises and Cycles* [1936], un ouvrage de politique économique et de théorie du cycle, très largement inspiré de son *Krise und Konjunktur* [1932]. Il est au plus fort de sa production scientifique dans le champ de l'économie théorique, bien que James Meade considère l'ouvrage comme une « synthèse introductive manquant de précision conceptuelle » (Tribe [2010], p. 144).

En 1937, il s'installe en Suisse : l'Institut universitaire des hautes études internationales (IUHEI) de Genève lui offre une chaire de *relations économiques internationales*. Malgré certaines sollicitations – notamment d'universités américaines et allemandes⁸ –, Röpke restera en Suisse jusqu'à la fin de sa vie (1966), pays qui l'a profondément marqué par sa structure politique (fédéraliste) et ses valeurs agrariennes.

La participation au colloque Walter-Lippmann⁹ qui se tient à Paris (1938) coïncide avec les débuts de sa période suisse. Si Walter Eucken ne peut pas se rendre sur place, Mises, Hayek, Rüstow et bien sûr Lippmann seront présents aux côtés de Jacques Rueff, Raymond Aron ou Louis Rougier. Une grande

6. Grand historien libéral, Walter Troeltsch (1866-1933) est spécialiste du marché du travail, notamment des questions de chômage.

7. Sur les économistes exilés sous le Troisième Reich, voir notamment les travaux individuels de Hagemann [2005] et Krohn [1987] et commun [1999].

8. Une partie de la correspondance privée de Röpke, détenue par l'institut de Genève (Röpke [1940-1953]), témoigne d'offres de l'Université de Berkeley (Californie) en 1940, ou de Notre-Dame (Indiana) en 1951 pour les États-Unis. Columbia lui décerne un *doctorat honoris causa* en 1953. Les Universités d'Heidelberg, de Munich ou de Tübingen ont essayé en vain, courant 1948, de faire revenir Röpke en Allemagne.

9. Walter Lippmann (1889-1974) est un essayiste et journaliste américain. Son ouvrage *The Good Society* (1937) – traduit immédiatement en français sous le titre *La Cité Libre* [1946] – a été l'élément déclencheur d'activités transnationales entre intellectuels libéraux afin de renforcer et promouvoir leurs idées. Pour plus de détails sur le contenu de l'ouvrage et les positions de l'auteur, voir Clave [2005].

majorité des protagonistes s'entendent sur la nécessité d'une refonte des bases philosophiques du libéralisme économique, sous les réserves de Mises (également à l'IUHEI de Genève). Bien que les avis divergent relativement au nouveau programme à suivre, la nécessité de s'organiser en vue du changement est partagée par tous. Ce colloque est généralement indiqué comme marqueur institutionnel de la naissance du mouvement néolibéral (Audier [2008b] ; Denord [2001] ; Foucault [2004]).

Neuf années s'écouleront avant qu'une véritable institution naisse de ces volontés, avec la société du Mont-Pèlerin¹⁰. Röpke en sera président de 1961 à 1962. Certaines tensions internes le pousseront à déserter la société (avec d'autres libéraux allemands) à l'issue de sa présidence (Burgin [2012], p. 143-146 ; Steiner et Walpen [2006], p. 98). Pour Audier ([2012], p. 362-398), la perte de vitesse des idées ordolibérales au sein de la SMP provient d'une dynamique interne défavorable : l'orientation de l'institution passant peu à peu d'un groupe de réflexion philosophique autour des bases du nouveau libéralisme, à un repère d'économistes monétaristes (Américains du Nord et du Sud), sous la houlette de Milton Friedman.

C'est à Genève que commence la période de production de ses ouvrages principaux tels que *Die Gesellschaftskrisis der Gegenwart / La Crise [sociale, ou de la société] de notre temps* (Röpke [1942a]) et *Civitas humana* (Röpke [1944a]). *Internationale Ordnung / L'Ordre international* vient clore en [1945b] cette trilogie de guerre. C'est également en 1942 que paraît *International Economic Disintegration*, comprenant un « appendice » de Rüstow. En Turquie, les deux hommes ont développé une forte complicité intellectuelle et personnelle qui se perpétuera après le départ de Röpke (Gregg [2010], p. 77). Lors d'une communication à la trentedeuxième session de la *Verein für Sozialpolitik*, les prises de position pionnières de Rüstow [1932] en faveur d'un interventionnisme libéral (*liberal Interventionismus*) et d'un État fort¹¹ (*starken Staat*) marquèrent les esprits.

Je suis convaincu que ce n'est pas l'économie qui détermine notre destin, mais l'État ; et que l'État détermine également la destinée de l'économie. (Rüstow [1932], p. 183)

Ses idées seront relayées dans l'œuvre de Wilhelm Röpke, mais également chez Walter Eucken et l'École de Fribourg. Rüstow développe une ambitieuse sociologie de la culture qui trouve son aboutissement avec la publication, en trois volumes (1950, 1952 et 1957), de *Ortsbestimmung der Gegenwart*, qu'on pourrait traduire (librement) *Le Présent revu à la lumière de l'histoire culturelle*

10. Sur la constitution et les débats à l'intérieur de la société du Mont-Pèlerin, cf. Burgin [2012] ; Hartwell [1995] ; Mirowski et Plehwe [2009] ; Plehwe, Walpen et Neunhöffer [2007] ; Walpen [2004].

11. Cette vision de l'État « fort » (Bonefeld [2012] ; Jackson [2010]) ne doit pas être confondue avec l'État « total » de Carl Schmidt, malgré l'influence certaine qu'a exercée cette doctrine de philosophie politique sur Röpke – notamment par le biais de Rüstow (Ptak [2009]) – et bon nombre d'auteurs ordolibéraux comme Walter Eucken ou Franz Böhm (Scheffold [2009]). Röpke évoque succinctement la pertinence de certaines analyses de Schmidt tout en reconnaissant leurs limites ; il les juge, au final, antilibérales ([1959], p. 208). En effet, l'une des différences centrales, c'est le glissement opéré entre une logique d'exercice du pouvoir par le biais de l'exécutif (Schmidt) au profit du législatif (ordolibéralisme). Röpke s'insère parfaitement dans cette dernière catégorie puisque légiférer représente, à son avis, la meilleure expression de l'autorité de l'État ([1942a], p. 253). La logique de l'État fort repose donc sur l'imperméabilité vis-à-vis des pressions émanant des groupes d'intérêt : c'est l'anti-pluralisme d'un État impartial (Megay [1970]).

*universelle*¹². Dans la préface de cette somme de philosophie de l'histoire de la tradition libérale européenne, Rüstow signale que son ouvrage fait suite à ceux de Röpke, eux-mêmes « basés sur nos convictions et conclusions communes » (Rüstow [1980], p. xxiv). Le terme de « libéralisme sociologique » – particularité au sein de la mouvance néolibérale allemande – est souvent accolé aux œuvres de Röpke et de Rüstow (voir, par exemple, Habermann [2006]).

Les contributions de Röpke peuvent donc être ramenées à deux étapes. Il s'est d'abord concentré sur la théorie des cycles ([1933], [1936a], [1936b]), notamment avec une approche de stimulation qui « anticipe », dans une certaine mesure, le programme expansionniste de Keynes (voir Klausinger [1999]). Dans un second temps, c'est de la crise générale du monde occidental qui l'occupera, tentant d'apporter des réponses ([1942a], [1942b], [1944b]). Si la critique de la pensée keynésienne (plus que Keynes lui-même) et du *Welfare State* est alors présente dès cette période, elle est particulièrement affirmée vers la fin de sa vie ([1957], [1958], [1969]).

Parallèlement à ses fonctions académiques et à son imposant travail de publiciste, Röpke a siégé à la Commission Brauns (1931) qui traite des questions de conjoncture économique, essentiellement du chômage. Röpke défend alors son idée de boom initial dont l'objectif est, par l'investissement public, de stimuler l'activité privée (Krüsselberg [2008], p. 57). C'est une relance de type (proto) keynésienne qui sera recommandée au gouvernement libéral d'Heinrich Brüning (Boarman [2000]) dont le plein usage sera achevé sous l'ère nationale-socialiste¹³ (Commun [2009], p. 8-9). À l'image de Walter Eucken (mort en 1950) et de ses collègues à *Freiburg im Breisgau*, Röpke a soutenu ou conseillé des personnalités politiques de premier plan après la fin de la Seconde Guerre mondiale. Ludwig Erhard et Konrad Adenauer, architectes du « miracle économique » allemand (Goldschmidt [2006], p. 962), feront par exemple appel et référence à sa personne.

Au final, tout se passe comme si la désertion d'Allemagne par Röpke en 1933 avait réveillé en lui la nécessité d'élargir le champ de son œuvre afin d'être en mesure de proposer une explication adéquate de la crise sociale. En ce sens – et pour affiner ce qui est dit en introduction – Röpke est passé de l'économiste spécialisé à l'intellectuel libéral universel et engagé, bien qu'une sensibilité analogue soit déjà présente en germe dans ses premiers travaux. Friedrich Hayek, né la même année que Röpke, a suivi un parcours similaire quoique plus attentif à la place de la psychologie là où son confrère de la société du Mont-Pèlerin a développé une approche sociologique et culturelle. La *Crise de notre temps* [1942a] connaît d'ailleurs un succès comparable à celui de *La Route de la servitude* [1944]. Les différences d'approches et d'analyse sont plus marquées qu'on pourrait le croire de prime abord. Résolument tourné vers l'histoire de l'ère libérale (XVIII^e-XX^e), l'article entend développer le bilan de la société contemporaine telle que décrite par Röpke, avant d'insister sur l'origine du collectivisme actuel : la dégénérescence interne du libéralisme *historique*.

12. Je remercie Patricia Commun pour m'avoir suggéré cette traduction. Une version partielle du texte existe en anglais sous le titre *Freedom and Domination* (Rüstow [1980]).

13. Dans sa somme sur l'économie hitlérienne, l'historien Adam Tooze ([2006], p. 24-25) nuance cette vision. Il souligne que la lutte contre le chômage, notamment par de grands projets publics, a surtout été effective en 1933, avant de devenir un outil de propagande : les vraies priorités concernant plutôt le réarmement, l'abolition de la dette étrangère et le soutien à l'agriculture.

LA CRISE DE NOTRE TEMPS OU L'HISTOIRE D'UNE LENTE AGONIE

Dans cette seconde partie, sont exposés les traits fondamentaux de la crise dont Röpke est le témoin. Cette lecture ressort principalement de ses travaux des années 1940. Facteurs économiques, politiques et sociaux sont ramassés autour d'une crise *totale* de la civilisation occidentale. Röpke met en avant la massification comme phénomène caractéristique de cette crise : les implications dans le domaine de l'industrie et de la paysannerie retiendront particulièrement notre attention.

La crise contemporaine : un phénomène multipolaire et généralisé

La crise sociale débute avec le premier conflit mondial : d'une période de déclin, le monde occidental bascule dans la crise effective dont l'Europe n'est pas sortie depuis trente ans. Les bouleversements structurels ne se font pas attendre. L'instabilité chronique du système monétaire international et l'effondrement de l'étalon-or ([1942b], p. 77-78), l'hyperinflation allemande de 1922-1924, puis la crise financière (et réelle) de 1929 mettront à mal les économies et les peuples. Mais une solution durable à la crise économique nécessite des changements plus profonds sur la trame de la société, *au-delà* des facteurs purement économiques qui apparaissent, chez Röpke, comme expression finale :

[A]u-dessus des questions relatives au mécanisme du marché se placent des problèmes d'ordre supérieur, qui sont essentiels et dont il faut trouver la solution, quelles que puissent être nos intentions dans le domaine de la technique du marché. ([1942a], p. 225)

Il faut s'attaquer à la crise comme problème spirituel si l'on veut régler durablement l'ordre international. Il est plus explicite sur les déterminants :

C'est un truisme de dire que les phénomènes que nous appelons économiques sont finalement déterminés par des forces situées en dehors de la sphère de l'économie et enracinées dans les aspects de l'esprit humain déterminé essentiellement par l'éducation, la tradition, la religion, les influences psycho-physiques, l'environnement naturel et le milieu social, ainsi que par la structure de la société et de l'État. ([1942b], p. 237)

Plus qu'un phénomène économique et quantitatif, l'article entend montrer que, chez Röpke, la crise s'exprime aussi – et surtout – dans le domaine spirituel (baisse de l'importance du religieux), social (avènement de l'homme-masse) et politique (montée du nationalisme et du collectivisme). Ce sont les idées relatives à ces différents domaines, dont les institutions mises en place sont le reflet, qu'il faut mettre à nu. Ces parties forment un tout qu'il faut analyser comme tel, et c'est bien d'une *crise généralisée* dont Röpke s'empresse de nous dresser le portrait :

En fin de compte, il s'agit d'un problème de structure totale, aussi bien sociale qu'économique, qui dénote une crise totale de la culture. ([1942a], p. 225)

Cette crise est régie par de fortes relations d'interdépendances des différents aspects de la vie sociale qui empêchent une action localisée sous peine d'inefficacité : la société est une institution organique.

[L]a crise spirituelle et morale d'une part et la crise politique, sociale et économique (sociologique) de l'autre [...] se pénètrent étroitement et s'influencent mutuellement. Car la société, dans toutes ses parties et sous tous ses aspects, forme toujours un ensemble dans lequel l'interdépendance et la coordination ne cessent d'affirmer leurs droits. ([1942a], p. 18)

Si le phénomène est bien d'ampleur générale et frappe l'Occident dans sa globalité, certains pays trouvent grâce aux yeux de Röpke. C'est particulièrement le cas de la Suisse qui est continuellement érigée en exemple ([1942a], p. 47, 233-234, [1942b], p. 5, 266, [1944a], p. 9, 248). Elle constitue, chez Röpke, un « idéal traduit dans la plus concrète des réalités » ([1944a], p. 70-71).

L'Homme moderne et la civilisation des masses

La crise générale est tout entière placée sous le signe de la masse : la « massification » (*Vermassung*) est le trait caractéristique de la société occidentale moderne. La crise actuelle est une crise de la civilisation de masse ([1942a], p. 67). Ce thème – récurrent dans les principaux ouvrages de Röpke – fait échos au livre de José Ortega y Gasset, *La rebelión de las masas* paru en 1929 :

Partout l'homme-masse [*hombre-masa*] a surgi – l'homme-masse dont ce livre s'occupe – un type d'homme hâtivement bâti, monté sur quelques pauvres abstractions et qui pour cela se retrouve identique d'un bout à l'autre de l'Europe. ([1937], p. xii-xiii)

Ortega y Gasset, philosophe, essayiste et leader politique espagnol, se livre à une analyse culturelle et psychologique qui ne s'intéresse guère aux déterminants économiques. Son ouvrage, disponible en anglais et en allemand dès 1932 (Wuillème [2011]), est explicitement cité par Röpke comme précurseur dans l'analyse de cette tendance ([1958], p. 68). Mais Ortega y Gasset n'est pas la seule référence de Röpke à ce sujet. Il mobilise également les travaux du philosophe et historien de l'art Jacob Burckhardt, mais aussi des auteurs comme Gustav Thibon, Henry Massis, Hermann Rauschning, Élie Halevy, Johan Huizinga ; canalisant les angoisses libérales et antimodernistes face aux « masses » et que l'on retrouve dans de nombreux pays¹⁴.

L'essor démographique important est le moteur de cette société des masses ([1936a], p. 6, [1937], p. 106-107, [1942b], p. 241). L'augmentation numérique de la population du XIX^e jusqu'au début du XX^e siècle a empêché le processus d'assimilation spirituelle des individus. Mais la massification s'exprime aussi très matériellement par l'essor des grandes villes industrielles, des mégapoles urbaines (au détriment des campagnes), telles Billancourt, New York, Manchester ou Pittsburgh, que Röpke a en horreur. L'altération des structures sociales et économiques au-dessus de leur niveau d'équilibre devient la norme et précipite l'Occident dans une course à la grandeur et à la croissance mortifère.

14. Je remercie, en particulier, l'un des rapporteurs qui a attiré mon attention sur cette précision contextuelle.

Ce constat démographique n'est pas nouveau. Il est par exemple explicité par Keynes¹⁵ dans ses *Conséquences économiques de la paix* [1919], comme une cause essentielle de la Première Guerre mondiale. Keynes remarque aussi cette dysfonctionnalité structurelle pour le cas particulier de l'Allemagne, en notant que « la machine allemande était comme une toupie qui, pour conserver l'équilibre, doit tourner toujours, toujours plus vite » ([1919], p. 27).

La massification s'exprime également par une pensée grégaire dans le domaine socio-politique. Röpke définit le *grégarisme* comme « la simple agrégation des individus réduits désormais à eux-mêmes [...]. C'est l'aplanissement de la pyramide sociale, son atomisation et, marchant de concert avec elle, la conglomération des individus » ([1944a], p. 221-222). La désaffection des communautés naturelles que sont la famille, la commune, l'Église ou encore les corps de métiers et de leurs hiérarchies traditionnelles au profit de la soumission à l'État central sont les traits essentiels du grégarisme. C'est alors saper les fondements naturels de la société :

Cette société, qui se dissout en individus sans cohésion et qui s'agglomèrent en masses, a perdu la liaison interne et organique qui constitue la véritable communauté spontanée. ([1944], p. 220)

Même la famille perd son sens et ses fonctions traditionnelles, Röpke regrette la fin des familles souches telle que décrite par Le Play et s'alarme de la décadence de la famille contemporaine qui se réduit à une communauté de consommation et de loisir ([1942a], p. 33). Le repli individualiste de l'homme de masse en fait la partie interchangeable d'un tout aggloméré. En ce sens, la massification c'est également la valorisation culturelle de la concentration, du bloc, de l'unité. La montée du totalitarisme dans les pays européens, et en première instance le national-socialisme en Allemagne, attire la condamnation de Röpke :

Le culte du colossal, c'est tout d'abord fléchir le genou devant la simple « grandeur », admise comme une preuve suffisante de qualité et de valeur ; c'est mépriser la petitesse, même si elle renferme la grandeur ; adorer la puissance et l'unité ; cultiver le superlatif dans tous les domaines de la vie culturelle [...]. ([1942a], p. 94)

Il faut certes un gouvernement et une hiérarchie entre les individus, mais celle-ci passe par la subsidiarité et des instances locales intermédiaires.

On pourrait la comparer – la *communauté des hommes* – à une voûte où les parties supérieures maintiennent celles qui sont au-dessous, de même que les parties du bas soutiennent les parties supérieures. Une communauté n'est donc jamais à deux dimensions ; elle se compose de trois dimensions. Elle est nécessairement pyramidale et « hiérarchique » en un sens qui ne peut plus être méconnu maintenant et confondu avec un rapport d'oppression et de violence. ([1944a], p. 221)

Cette relation entre le rapport gouvernement/individus et entre les individus eux-mêmes procède d'une « loi sociologique » chez Röpke ([1944a], p. 156), « d'après laquelle la communauté des hommes est essentiellement déterminée

15. L'économiste britannique fera ensuite remarquer que la capacité à contrôler l'évolution des populations est une condition *sine qua non* en vue de la prospérité (Keynes [1930], p. 331).

par leur subordination à un commun et haut rapport ». Mais la société de masse, pour Röpke, ne touche pas nécessairement une majorité de la population, c'est plus un état d'esprit significatif des groupes dominants : la « bourgeoisie décadente » ([1942a], p. 23). Aussi, le terme de « masse » renvoie moins à certaines classes sociales ou catégories socioprofessionnelles qu'à une mentalité spécifique pouvant frapper n'importe quel individu sur l'échelle sociale :

[I] serait faux et présomptueux d'assimiler ce terme de « masse » aux couches populaires à petits revenus ou de peu de propriétés. Bien au contraire, il s'agit d'un processus de dégénérescence indépendant de l'échelle des revenus, et dont certaines classes peu aisées sont encore les moins atteintes, par exemple celle des paysans et des artisans. ([1942a], p. 29)

Malgré cette proclamation claire, les analyses de Röpke montrent également qu'il désigne bien souvent, avec le terme de « masses », l'ouvrier et donc l'homme du peuple, bien plus que le professeur d'université. Des citations mobilisées plus tard souligneront cette ambiguïté. Néanmoins, ce qui est intéressant, c'est que Röpke couple donc son analyse des masses à une réflexion sur les élites. Il s'inquiète de l'absence d'une « élite conductrice » ([1937], p. 285), seule à même de sortir la société de cet état d'esprit. En références, les travaux de science politique sur les élites et la classe dirigeante de Gaetano Mosca sont préférés à la « sociologie brutale » de Pareto (Röpke [1944b], p. 59 [n° 11]).

Si la définition du terme « masse » est claire, tel n'est pas le cas de ce que Röpke entend par « élite ». En effet, il nous assure préalablement que cette catégorie peut également être présente à tout niveau de la société, avec un biais favorable à la classe moyenne ([1944a], p. 201). Mais force est de constater qu'il considère cette élite – constituée de *clerics* – comme relevant de catégories professionnelles expressément indiquées : les scientifiques, la presse et la magistrature ([1944a], p. 200-213). Le terme de « clerics » est explicitement emprunté à *La Trahison des clerics* [1927], un ouvrage du philosophe français Julien Benda. Ce dernier rappelle sa thèse de fond dans la préface à la huitième édition de 1946 :

[L]es hommes dont la fonction est de défendre les valeurs éternelles et désintéressées, comme la justice et la raison, et que j'appelle les clerics, ont trahi cette fonction au profit d'intérêts pratiques. (p. 9)

Si certaines institutions (notamment l'entreprise, ou l'État) sont explicitement visées par les critiques de Röpke, son analyse se pose *in fine* comme un bilan anthropologique. Ce sont les relations entre l'homme et sa culture qui sont au cœur de sa focale, allant jusqu'à bousculer la classification biologique des espèces et remettre en question l'*Homo sapiens* moderne : pour Röpke, « l'homme de la masse – *homo insipiens gregarius* – prend le commandement » ([1942b], p. 27) :

Le nouveau type d'humain [...] c'est un homme « fragmentaire et désintégré », le dernier produit engendré par la technicisation, la spécialisation et la fonctionnalisation en marche, désagrégant l'unité de la personne pour la dissoudre dans l'existence des masses. C'est une forme dégénérée de l'*Homo sapiens* [...]. ([1958], p. 38)

De confession protestante, il accueille avec le plus grand intérêt ([1944a], p. 12) les réformes sociales préconisées par l'Église catholique, notamment l'encyclique du pape Pie XI de 1931, *Quadragesimo Anno*. Chez Röpke, avant d'être un *Homo œconomicus*, l'homme est un *Homo religiosus* ([1958], p. 33), entendu comme un homme spirituel dont la philosophie antique et le christianisme sont les deux piliers, car ils ont légué « un capital spirituel et moral [...] comme un héritage inaliénable » ([1945b], p. 76). Libéralisme et christianisme vont, chez Röpke, de concert puisqu'il affirme qu'« un bon chrétien est un libéral qui s'ignore » ([1944a], p. 12). Avec la baisse du sentiment religieux, l'individu s'est tourné vers un *nouvel opium*, fourni par la technologie contemporaine et les idéologies barbares et violentes :

Cette appétence [pour la communauté, l'intégration, l'enracinement] [...] est cause que les hommes cherchent à s'étourdir au moyen de toutes sortes de succédanés, et surtout de narcotiques au sens [propre] et au sens figuré : cinéma, T. S. F., idéologie et programmes, plans de bonheur universel, mouvements de masses, messianisme, et le pire de tout : nationalisme, haine de classe, de race, xénophobie, révolution et guerre. ([1944a], p. 225)

En relevant la massification comme caractéristique essentielle de la crise contemporaine, Röpke prend position en faveur d'un libéralisme humaniste qui passe par dénonciation radicale de certains traits de la modernité et de la technique. Concentrons-nous sur le domaine paysan et industriel.

L'industrialisme en procès et l'éloge de la paysannerie

Afin d'évoquer la massification dans le domaine proprement économique, Röpke utilise le concept sociologique de prolétarianisation (*Proletarisierung*). Il en offre la définition suivante :

C'est une situation sociale et anthropologique caractérisée par une dépendance économique et sociale, le déracinement, l'encasernement, l'éloignement de la nature et l'anonymat du travail. ([1942a], p. 30-31)

Ici ressort en creux une tension entre l'homme comme ouvrier de la grande industrie face à l'artisan et surtout le paysan. Chez Röpke, cette tendance à la prolétarianisation procède d'une double origine : l'absence de propriété (foncière) privée et l'essor de grandes entreprises et des monopoles (publics et privés). Dans les deux cas, c'est la concentration qui est en cause. L'Homme, privé d'une petite propriété d'exploitation, devient l'esclave des exigences marchandes et doit s'abandonner à cette logique : le secteur de l'auto-provisionnement est donc primordial au côté d'un système de marché concurrentiel.

L'exploitation agricole paysanne est l'image de la vie et du travail, de la production et de la consommation, de la nature et de l'humanité, d'une activité professionnelle intelligente et de la jouissance directe de ses fruits, de l'épanouissement indépendant de la personnalité et de la chaleur du contact social ; elle est donc le complément normal du côté industriel et citadin de notre civilisation, lui opposant la tradition et l'enracinement terriens, l'indépendance économique et l'auto-provisionnement. ([1942a], p. 263-264 ; nous soulignons)

La paysannerie fait figure de classe détentrice de la moralité par excellence chez Röpke, qui en propose une description idéalisée : chez lui « une paysannerie saine est la base élémentaire d'une société saine » ([1942a], p. 156). Rüstow s'inscrit dans la même lecture lorsqu'il déclare :

Le paysan est à l'ordinaire plus satisfait de sa situation sociale que l'ouvrier, en dépit d'un temps de travail beaucoup plus long et d'un revenu dont la valeur en argent est beaucoup plus faible. Car, en dépit de ces désavantages, le paysan jouit de la satisfaction psychologique d'être son propre maître sur son sol [...]. Le point de vue économique est insuffisant pour apprécier la situation vitale. (Rüstow dans « Le colloque Walter Lippmann – Institut international de coopération intellectuelle. Paris, le 26-30 août 1938 » dans Audier [2008a], p. 319)

Cette particularité sociologique de la paysannerie, garante de l'esprit conservateur et traditionaliste, d'un certain style de vie, est possible par la situation et les conditions économiques toutes particulières de ce secteur de la production : « L'exploitation agricole est une économie de besoins et de surplus, mais non pas de profits et d'argent » ([1942a], p. 318). Dans ce domaine, les similitudes avec la pensée physiocrate sont saisissantes, à l'instar de son collègue Walter Eucken (Bilger [2003] ; Schefold [2009]). Par opposition à la paysannerie, le monde de l'industrie, en particulier les grandes entreprises, est présenté comme le fléau du travailleur. La croissance des monopoles et des cartels, ainsi que la croissance de la taille des firmes et des coûts d'organisation, sont les deux facteurs primordiaux à observer si on cherche la dérive collectiviste d'une économie nationale ([1942b], p. 224-225). Le nombre croissant des grandes entreprises, de cartels et de monopoles est le trait caractéristique du capitalisme de ces trente dernières années (1910-1940).

Il y a en la matière d'abord la question du monopole (autorité d'un même mandant, que ce soit une personne physique ou juridique), ce qu'il nomme la « centralisation juridique et financière » ([1944a], p. 272) de différentes exploitations. Cette thématique est partagée par de nombreux libéraux durant la première moitié du XX^e siècle. Si Röpke peut être placé aux côtés de Henri C. Simons ([1936], [1951]) ou de Walter Eucken ([1940], [1949]) dans l'importance accordée au contrôle du pouvoir économique, les analyses de Mises, de Hayek ou – d'une façon différente – de Schumpeter s'en écartent diamétralement. De l'autre côté, la question de la taille de la firme est prégnante, c'est-à-dire l'ampleur de la « *centralisation technique intérieure d'une unité d'exploitation* » ([1944a], p. 273). Röpke mêle ici réflexion économique et considération sociologique sur cette problématique de la concentration. En effet, sur le plan économique, la question primordiale est l'accroissement des monopoles qui anéantissent la concurrence de marché. Ce type de concentration ne suit pas une logique d'efficacité, mais elle est le fait de mobiles psychologiques irrationnels internes ([1942a], p. 219, [1942b], p. 273) et/ou d'une ingénierie politique externe. Cette dernière passe soit directement par la mise en place artificielle de certains monopoles, soit indirectement par une législation fautive : les tarifs, quotas et lois anti-faillites ([1942b], p. 226) ou relativement aux lois sur les brevets¹⁶, cartels et sociétés anonymes ([1942a], p. 157). À l'inverse, la concentration technique suit bien une logique d'efficacité (capital et progrès technique), même si Röpke note que l'on est sûrement allé trop loin et au-dessus

16. Röpke souhaite remplacer les brevets (qui établissent de fait des monopoles) par des licences obligatoires, ou par des indemnités dues à l'inventeur ([1942a], p. 303).

de la taille optimale, d'ailleurs pour les mêmes raisons psychologiques¹⁷. Mais le problème de l'industrie dépasse largement le cadre de l'analyse économique pour se placer dans une réflexion sur la spiritualité du travail moderne :

N'est-ce pas la grande usine qui a tout transformé, l'homme, sa façon de penser, sa manière de vivre, son travail, sa foi, qui nous a dotés des déserts de pierres que sont les grandes villes avec leurs nomades, qui a affaibli tant de choses solides, rendu malades tant de choses essentielles, privé d'âme tant de choses vivantes ? ([1947], p. 29)

Röpke insiste sur l'importance de conserver une structure économique qui satisfasse aux exigences de l'Homme, principalement par le sens de la « mesure et de l'équilibre » (sur cette thématique, voir Habermann [2006]). Tout principe poussé à son extrême en devient funeste :

Le marché, la division du travail, la concurrence, le rationalisme économique ont ceci en commun qu'il y a dans leur emploi une limite à partir de laquelle les désavantages croissent plus vite que les avantages. (Röpke [1942a], p. 158)

Son réquisitoire relatif à l'abrutissement des corps et des esprits ouvriers ([1937], p. 111, 131) ne dépasse pas le constat exposé par Smith, Sismondi¹⁸ ou Proudhon et s'accorde sur ce point avec Marx (Bonefeld [2013], p. 111). Si l'appareillage conceptuel et interprétatif n'est certainement pas le même, le constat vise le même objet que Marx dans ses *Manuscrits de 44* ([1844], p. 63) lorsqu'il souligne que « la misère résulte donc de l'essence du travail actuel ».

Il y a une énorme différence qui existe entre une situation dans laquelle les hommes travaillent à l'aide des machines et celle où ils travaillent en tant que machines. ([1844], p. 66)

Röpke exprime une indiscutable méfiance vis-à-vis du progrès technique, mais plus encore à l'endroit du machinisme, intrinsèquement néfaste.

Le problème de la machine [...] n'est pas une question de bon ou de mauvais emploi, mais procède de la nature même du machinisme, exigeant de l'homme un tribut parce qu'il suit des lois spécifiques et les lui impose. ([1942a], p. 66)

C'est le processus d'industrialisation qui est visé : il suit clairement une logique d'intensification délétère sur le plan de la spécialisation comme de la diversification ([1942b], p. 67) aux dépens de l'agriculture¹⁹.

17. Par exemple, ceci explique pourquoi un « investissement de l'épargne de l'entreprise pour autofinancer ses installations au-delà de la limite fixée par le taux d'intérêt qui aurait été payé si ce même capital devait être levé sur le marché » ([1942b], p. 229) demeure répandu.

18. Röpke ([1944b], p. 12) – et de la même façon Eucken ([1951], p. 27-28) – plaide pour un « nouveau » Sismondi, capable de dénoncer avec la même franchise les errements du libéralisme industrialiste comme du collectivisme moderne. Pour une lecture de l'auteur suisse comme libéral anti-industrialiste, voir la thèse de Nicolas Eyguesier [2012] sur *La Notion de progrès chez Sismondi*.

19. Outre ces effets sociaux, la division technique du travail est un danger pour le système économique puisque croît avec elle l'instabilité de l'équilibre économique (Röpke [1936a], p. 71, [1937], p. 121). L'expansion ou le basculement de l'économie dépend prioritairement du « règne de la sécurité monétaire et juridique » ([1937], p. 92, [1942a], p. 72). Ce que l'on serait tenté d'appeler un système humien de conventions, qui est à même de contrebalancer les effets déstabilisateurs d'une division technique du travail poussée à son paroxysme.

Les grands thèmes de l'analyse röpkeenne que sont la perte des valeurs universelles, la destruction de l'individu dans l'industrie gigantesque, l'insécurité chronique, le travail déprécié ou la disparition du cadre moral et sociologique nécessaire à une vie en communauté sont ici condensés :

Ce qui caractérise le prolétariat, c'est son domaine spirituel, c'est l'effet atrophié de la manière de vivre et de travailler des prolétaires pris dans la nasse des grosses industries ; c'est la dépendance et l'insécurité créées par l'absence de propriété et la courte périodicité des revenus ; c'est le travail militarisé accompli par obligation, de façon anonyme, sous une discipline féroce, et exécuté par les fractions infimes d'un appareil géant, ce qui lui fait perdre son sens et sa dignité ; c'est l'existence loin de la nature et de toute communauté organique, non conforme aux aspirations de l'homme, le privant de son cadre naturel et social indispensable. ([1942b], p. 32)

C'est en fait la problématique de la *question sociale* qui apparaît clairement, mais dans une formulation où les facteurs spirituels deviennent, en dernière analyse, les déterminants maîtres. La *question sociale* est une clef de lecture emblématique des sciences sociales allemandes. Birger Priddat ([2004], p. 53) insiste sur le fait qu'au centre des travaux historiques, théoriques, d'histoire, des sciences financières ou de politique économique « se trouve l'examen de la "question sociale", dans tous les aspects juridiques, moraux et économiques qu'elle prend dans une société moderne sujette à la mutation de l'industrialisation ». Si la *question sociale* est toujours d'actualité dans les années 1940-1950, elle se pose dans une problématique renouvelée par rapport au XIX^e siècle. Walter Eucken ([1948a], [1951], p. 56-68) est particulièrement éclairant sur le sujet, bien qu'il en propose une vision plus restrictive (notamment concentrée sur le chômage de masse) que celle de Röpke.

On peut reprocher à Röpke – comme l'historien de la pensée Karl Pribram ([1944], p. 172) le fait dans son compte rendu de *Die Gesellschaftskrisis der Gegenwart* – de nous proposer une histoire « trop simplifiée », pétrie de « généralisations hâtives » qui ne dressent pas fidèlement « l'histoire dans son ensemble ». Les relations causales entre les événements et leurs influences respectives demeurent également problématiques dans le sens où elles ne sont pas toujours claires ou expliquées. L'ouvrage et ceux qui vont suivre, écrits dans la même veine, n'en sont rétrospectivement que plus intéressants pour nous. Les analyses de Röpke nous captivent moins comme expertise avérée qu'en tant que soubassements intellectuels d'une histoire, et même d'une métahistoire : celle du libéralisme. Le libéralisme röpkeen est en train de se faire et de se construire sur cette mise en question séminale de l'origine.

Aussi, les travaux de recherche de Röpke ne s'arrêtent pas au portrait de la crise actuelle, mais en cherchant les fondements historiques. Ses considérations sur le XVIII^e et surtout sur le XIX^e siècle dévoilent les sources profondes, les moteurs du déclin. Et en considérant la période de 1815-1914 comme essentiellement libérale ([1942b], p. 18, [1959], p. 23), Röpke doit s'amender des limites de libéralisme tel qu'il s'est historiquement développé, car chez lui le monde contemporain reflète le cours du conflit des idées²⁰ du XIX^e siècle. C'est ce

20. Röpke est un idéaliste (au sens philosophique) ardent : « Les idées sont les véritables souveraines du monde » ([1942a], p. 56). Suivant cette phase d'incubation des idées, s'en manifeste une autre, qui lui est intimement liée : celle de la réalité matérielle extérieure.

portrait du libéralisme *historique* qui occupera cette troisième et dernière partie : le lien nécessaire entre libéralisme *historique* et collectivisme contemporain est au cœur du sujet afin d'entendre son positionnement *tiers*.

DU LAISSEZ-FAIRE AU COLLECTIVISME : L'ANALYSE DU LIBÉRALISME HISTORIQUE CHEZ RÖPKE

L'étude du libéralisme ou du capitalisme acquiert inévitablement une résonance toute particulière dans les milieux germaniques. Après les écrits de List, Marx ou Schmoller, Röpke s'insère dans une longue tradition *critique*, avec la particularité de tenter le grand écart : préserver l'esprit du libéralisme en se démarquant radicalement de son développement historique au XIX^e et au XX^e siècle. Röpke déprécie le terme de « capitalisme » qu'il juge vague et flou. Il tente néanmoins de le (re)définir comme la « *forme historique de l'économie de marché*, ou mieux de *l'historique combinaison d'ensemble* où elle se présente au XIX^e et au XX^e siècle, mais non pour caractériser le principe d'ordre²¹ de l'économie de marché, en tant que tel » ([1944a], p. 33). Il préfère utiliser le terme de libéralisme *historique* (*historische Liberalismus*) qui marque sa circonscription à une expérience particulière, tout en dépassant la (seule) matérialité dont le terme capitalisme est connoté.

La faute originelle du libéralisme *historique* ou la critique de l'ordre spontané

Röpke propose une analyse de l'évolution pratique du libéralisme, faisant essentiellement appel à un travail d'histoire culturelle sur une période longue. Cette lecture est indispensable afin de mettre en exergues les erreurs et les dévoiements du capitalisme ; comme Schmoller – économiste de formation – l'indiquait déjà : « Les processus économiques les plus importants ont leurs racines dans un passé éloigné, qui ne peut être découvert que par l'histoire. » ([1902], p. 384)

Le constat est sans appel, le libéralisme *historique* porte depuis le départ des défauts de construction intrinsèques. La possibilité d'un nouveau programme fonctionnel passe initialement par ce rejet sévère :

Il n'est pas possible d'ignorer que la ruine de l'ordre mondial, libéral et capitaliste, est due pour une part importante, à ses *propres imperfections*, à ses *développements erronés* et à ses *dégénérescences*. [...] Nous devons avoir nos coudées franches, *sans être liés dogmatiquement au programme économique du libéralisme historique*. (Röpke [1942b], p. 190 ; nous soulignons)

Pour autant, ce constat n'entache pas la fidélité de Röpke au principe (qu'il estime) fondateur du libéralisme économique : la conciliation de l'ordre et de la liberté à travers l'existence d'un système de concurrence. Cette tension est

21. Le concept d'« ordre » désigne, chez Röpke, différentes sphères de la vie sociale (politique, économique, culturelle, etc.) qui sont unifiées par des principes internes d'agencement et de nécessités similaires, ce qui leur donne leur cohésion propre et les distingue entre eux.

résolue par une mise à distance du principe du libéralisme dans son idéalité par opposition à sa réalisation matérielle, en un temps et en un lieu donnés :

Le *principe* du plan et son *évolution réelle* sont donc deux choses totalement différentes et que nous devons rigoureusement distinguer. Ce qui importe, c'est de faire un départ très net entre le principe de l'économie de marché en tant que tel (ce principe n'est lié à aucune époque historique ; bien plus, il représente un des éléments éternels susceptibles de composer un ordre économique historique) et l'évolution réelle qui a conduit, durant le XIX^e et le XX^e siècle, à la forme *historique* de l'économie de marché. Le principe du plan est une catégorie philosophique ; l'évolution réelle, une individualité historique. Le premier est un élément de structure non compliqué, simple ; le second, une combinaison d'ensemble d'éléments économiques, sociaux, juridiques, politiques, moraux et culturels, combinaison historique, et qui, donc, ne se produit qu'une fois et ne se reproduira jamais plus, du moins dans cet assemblage extrêmement compliqué. ([1944], p. 33)

Les mots de Röpke sont empruntés d'une lecture qui trouve ses racines dans les débats de méthodes historicistes allemandes. Walter Eucken, dans son *opus magnum* de 1940, *Die Grundlagen der Nationalökonomie – Les fondements de l'économie (nationale) –*, tente de dépasser le *Methodenstreit*, ce qu'il nomme la grande antinomie²², par l'articulation entre méthode théorique (Menger) et méthode historique (Schmoller). Sa morphologie des systèmes économiques entend conserver une analyse des principes à valeur universelle (les idéaux types), mais qui doivent ensuite faire l'objet d'une articulation et d'une limitation à la faveur de l'examen des conditions historiques (les types réels). Röpke est fermement attaché à une méthode théorique et hypothético-déductive ([1956], p. 116-117), couplée à une approche morphologique ([1942b], p. 111) empruntée à Eucken. Röpke évoque l'œuvre de son confrère fribourgeois en des termes élogieux et, par exemple, fait sienne la typologie des formes d'organisation de l'économie qu'il propose ([1944a], p. 19, 32, 78 [n. 3]).

Dans sa mise en place effective, ainsi que par le relais de libéraux dogmatiques, persiste exclusivement la grande découverte de l'économie politique : « le marché réglé automatiquement par la concurrence » ([1942a], p. 72). Le libéralisme *historique* méconnaît alors toutes les conditions extra-économiques nécessaires au bon fonctionnement de l'économie de marché, auxquelles un penseur comme Adam Smith était pourtant attentif²³. Les conditions politiques, sociologiques et morales s'effacent au profit d'un ordre naturel, de la seule main invisible ([1944a], p. 105), rapprochant le libéralisme d'un darwinisme social ([1942a], p. 212). Röpke en reproduit le raisonnement (dont la dernière formule semble empruntée à Mandeville), à son sens fautif :

Ainsi le marché concurrentiel apparaît comme une « pierre philosophale », qui change le métal basique des insensibles sentiments du commerce en or pur de bien-être collectif et solidarité ; la sagesse sociale et la moralité étaient les produits surprenant d'innombrables

22. Pour un aperçu des travaux sur l'épistémologie de Walter Eucken, le lecteur intéressé peut consulter, entre autres : Broyer [2007] ; Campagnolo [2003] ; Herrmann-Pillath [1994] ; Klump et Wörsdörfer [2011] ; Kuhnert [2008] ; Weisz [2001]. Pour une reconstruction récente des enjeux soulevés par le *conflit des méthodes allemandes*, voir Campagnolo [2011] ; Labrousse [2009] ; Louzek [2011].

23. Röpke souligne que ces conditions avaient bien été identifiées par les pionniers de la discipline : « [N]ous avons beaucoup à apprendre du XVIII^e siècle, et, en tant qu'économistes, nous ne devons pas nous soucier exclusivement des problèmes économiques, mais aussi, dans la mesure de nos forces et de nos connaissances, des fondements juridiques, sociologiques, anthropologiques, politiques, moraux et même théologiques de la société » ([1937], p. 17).

actions individuelles non commandées principalement par chacun ; et les vices privés furent changés en vertus publiques. ([1942b], p. 67)

Chez Röpke, rien n'est moins naturel que cette harmonie, et la réaliser consiste non pas en un travail négatif d'abolition des obstacles ([1944a], p. 99-100), mais en un travail positif sur ses fondements hors de la sphère économique et devant lui préexister. Donc, cette harmonie des intérêts peut être réalisée à travers l'économie de marché. En ce sens, il y du vrai derrière cette croyance. L'erreur fondamentale procède de l'oubli de toutes les conditions morales et institutionnelles qui sont nécessaires. Les classiques et leurs successeurs ont eu tort de considérer le marché concurrentiel comme une institution sociologiquement autonome : celui-ci dépend de son cadre et, en retour, l'influence et le modifie ([1942a], p. 58). Röpke souligne qu'en théorisant le protectionnisme éducateur, en réaction à la doctrine britannique, List ne discerne pas non plus les conditions sociologiques du libéralisme. S'il remarque ce cadre, il tombe dans le même tropisme qui consiste à voir l'économie comme seule force motrice de l'histoire à même de réaliser le cadre extra-économique nécessaire ([1942a], p. 78-79). Le libéralisme bien compris, pour Röpke, est un artifice humain issu d'un développement culturel long, non pas une réalisation issue de lois naturelles :

On attribuait à l'économie de marché une autonomie sociologique, sans se soucier des conditions et des contingences extra-économiques dont il faut cependant tenir compte si l'on veut la voir prospérer. Avec la foi naïve et caractéristique du Siècle des lumières, on prenait pour une plante naturelle ce qui n'était en réalité qu'un produit artificiel et combien fragile de la civilisation. ([1942a], p. 72)

Pour le dire autrement, le *laissez-faire* s'est rendu coupable d'une double défaillance. Il n'a pas su réellement saisir la différence de nature entre la mécanique interne des interactions individuelles (processus) et les « règles du jeu » (cadre) qui encadrent le processus et sont spécifiquement l'objet d'une intervention étatique complète :

Marché libre et concurrence des services rendus ne résultent pas de la conduite purement passive de l'État, ainsi que le libéralisme historique a voulu le prétendre dans la philosophie du « laissez-faire » ; ils ne sont donc pas le résultat surprenant et positif d'une politique économique négative. Ils représentent au contraire un résultat artificiel, fragile et dépendant d'une infinité de conditions qui ne réclament pas seulement une éthique économique très élevée, mais également un gouvernement qui, par législation, son administration, sa jurisprudence, sa politique financière et sa direction morale et spirituelle, travaille en faveur du maintien de la liberté de marché et de la concurrence, en créant le cadre institutionnel et juridique, en déterminant les règles de la lutte économique et en surveillant leur application avec une sévérité tout impartiale, mais impitoyable. ([1942b], p. 299)

On retrouve la même idée chez Eucken, bien que le « cadre » désigne un domaine plus étroit de la vie sociale :

This was the mistake made in the principles and policies of the laissez-faire society or the free economy in the old style: it left both the battle for establishing the rules of the game, the framework and the forms of the economy, as well as the daily struggle for quantities and prices, up to the individual. ([1949], p. 223)

Si le mécanisme concurrentiel est le principe interne essentiel qui permet l'autorégulation, comme le soutient Röpke ([1942a], p. 169-170), il n'est pas

pour autant un principe adéquat à la régulation de l'ensemble du corps social ; de sorte que le problème se pose sur deux plans. *Ex ante*, il faut assurer l'ensemble des conditions fondamentales à l'accomplissement des effets positifs de l'économie de marché. Mais, *ex post*, les effets sociaux de la concurrence peuvent être désastreux pour la communauté : le marché ne produit par la moralisation de la société, mais nécessite préalablement cette moralité pour être viable à long terme.

Que la concurrence fût un danger moral et sociologique à limiter et à surveiller afin de prévenir tout empoisonnement du corps social, voilà une vérité qui reste cachée à ce libéralisme historique et surtout à celui du XIX^e. Une économie fondée sur la concurrence et la division du travail semblait, au contraire, jouer le rôle d'une excellente institution d'éducation morale, capable d'inciter les hommes à la paix, à l'honnêteté et à toutes les vertus civiques, en faisant appel à leur égoïsme. Aujourd'hui, nous savons que l'économie fondée sur le libre jeu de la concurrence suppose de fortes réserves morales à prélever en dehors de l'économie du marché, car elle en consomme au lieu de les alimenter [...]. ([1942a], p. 72-73)

Cette tendance est accompagnée d'effets socialement néfastes pour la population, que ce soit dans les conditions de travail, le poids de la technique ou de la massification (Eucken [1949], p. 220 ; Röpke [1942a], p. 230), comme noté à la section précédente :

Mais ce qu'il faut souligner, c'est que l'évolution du capitalisme a fait ainsi fausse route dès ses débuts par des concentrations de capitaux qui eurent pour corollaire une *concentration correspondante des exploitations et des entreprises* ouvrant la voie au gigantisme industriel, au *corporate capitalism [sic]*, à l'entreprise géante sur-organisée et au monopole. ([1942b], p. 155)

La croyance en l'harmonie naturelle des intérêts et l'ordre spontané du marché comme fondement de la société s'est révélée une erreur. Apparaît ici une distance entre Röpke et Hayek. L'ordre spontané de l'économie existe bien, mais ne saurait être un ordre souhaitable même sous couvert de l'existence de règles générales, impersonnelles et abstraites (voir, par exemple, Hayek [1944], p. 64, [1966], p. 250, [1973], p. 129, [1979], p. 58). Tout le travail sur la moralité des individus, mais également sur leurs conditions de travail et d'existence, demeure un travail positif essentiel.

Rationalisme scientifique, individualisme social et nihilisme moral

Cette section aborde trois tendances intellectuelles indissociables (aux implications matérielles fortes) décisives dans la corruption de l'esprit libéral : le rationalisme, l'individualisme et le nihilisme.

Si on devait mettre en avant, sur le plan des idées, la philosophie qui a le plus fortement marqué la dégénérescence de l'esprit libéral chez Röpke, c'est le « *rationalisme technico-scientifique* » ([1942a], p. 203) qui ressort immédiatement de ses écrits. Sur ce sujet, le constat de Röpke rejoint celui de Friedrich Hayek ([1941], [1948] ; voir l'analyse qu'en propose Lagueux [1988]) sans avancer exactement la même critique ni en tirer les mêmes enseignements, notamment quant au constructivisme et aux politiques « sociales ». Röpke fera ensuite du keynésianisme, à l'instar de l'auteur autrichien, l'expression

contemporaine de ce rationalisme exacerbé ([1956], p. 120-121). On aurait pourtant tort de voir cette critique comme l'apanage de l'économiste autrichien, car cette opposition à l'utilitarisme, au matérialisme et au rationalisme est également présente chez les historicistes (voir, par exemple, Schmoller [1902], p. 360-361). Pour Röpke, la pensée rationaliste méconnaît (ou rejette) l'existence de certaines valeurs transcendantales inhérentes à la condition humaine en société :

C'est une pensée qui passe, sans s'en douter, à côté de l'homme en tant qu'être normal et spirituel et qui ne sait pour ainsi dire rien de toutes ces valeurs éternellement sociales et humaines, de ces relations, de ces problèmes qui, pour la pensée, sont « inexacts », parce qu'ils doivent être pénétrés que par une culture philosophique, littéraire, historique [...]. ([1944a], p. 108)

Röpke reprendra de Schmoller « l'idée selon laquelle la culture classique, par exemple la lecture des grands auteurs, participait pour une part essentielle de l'éducation d'un individu » (Commun [2009], p. 11). En cherchant l'inconditionnel et l'absolu, le quantitatif, le mathématique et le physique, le rationalisme s'est perdu : « une pareille mentalité rend aveugle sur les nécessités de la vie qui, elle, est qualité, structure et forme » ([1942a], p. 70). Pis, le positivisme a précipité l'essor du nihilisme en Allemagne qui, en plus de mener au relativisme des valeurs ([1944a], p. 109), a également engendré un recul de confiance envers les travaux scientifiques :

Faisant du manque de solidité intérieure une vertu, elle est devenue de plus en plus victime d'un malentendu tragique ; en effet, elle a admis que n'importe quelle affirmation fondée sur un jugement de valeur était incompatible avec la dignité scientifique et devait nécessairement inclure l'arbitraire subjectif, c'est-à-dire l'« idéologie ». Le *relativisme* et l'*agnosticisme* de la science devaient provoquer des effets d'autant plus dangereux que cette dernière voyait diminuer son autorité jusque-là incontestée [...]. ([1942a], p. 22)

Chez Röpke, l'économie est avant tout une science morale, mais, par les phénomènes particuliers qu'elle entend analyser, elle doit être capable de se munir d'outils qui sont étrangers à cette tradition, car elle est une « véritable "science de frontière" » ([1956], p. 122 ; nous traduisons). Le critère que Röpke met en place pour discerner dans laquelle des deux sous-catégories doivent être placées certaines affirmations repose sur l'universalité de leur acceptation : lorsqu'elles « revêtiront un caractère carrément objectif, [...] assuré de l'assentiment général » ([1944a], p. 139). Cette frontière semble superficielle, poreuse, voire peu rigoureuse ; elle concerne finalement une minorité de principes élémentaires comme « la vérité, la justice, la paix, la communauté » (Wörsdörfer [2012], p. 11 ; nous traduisons) :

Ils ne sont rien de moins que des faits *anthropologiques* que la science doit respecter aussi bien que d'autres faits, et sur lesquels elle a le droit incontestable, et même le devoir, d'opérer ainsi qu'elle fait pour tous les autres faits objectivement donnés. [...] Exactement comme pour les mots, il en est de même pour toute idée élémentaire de norme et de valeur concernant la vie de la société et de l'économie. ([1944a], p. 141)

Röpke ne cherche pas à opérer une scission entre science positive et normative, il discerne plutôt une source de renforcement mutuel qui n'affaiblit pas le caractère scientifique de l'économie. Aussi a-t-il été souligné que cette distinction doit être

considérée « comme un continuum qui implique des énoncés d'une haute valeur positive à l'une des extrémités du spectre, et des revendications éminemment normatives de l'autre » (Gregg [2010], p. 69 ; nous traduisons).

Cette thèse de Röpke (le caractère intrinsèquement accepté de certaines valeurs normatives) est une réponse au débat initié par Max Weber relatif à la nécessité d'abandonner les jugements de valeur (*Werturteil*) au profit du rapport aux valeurs (*Wertbeziehung*). Pour faire bref, et dans sa forme canonique, « le jugement de valeur est une affirmation morale ou vitale, le rapport aux valeurs un procédé de sélection et d'organisation de la science objective » (Aron [1967], p. 507). Chez Max Weber, le problème se pose alors au niveau « préscientifique » (Hutchison [1964], p. 130) par l'intérêt ou la pertinence des objets que le chercheur souhaite analyser, questionnant ainsi la motivation et non le traitement du problème en lui-même.

L'économie traite bien des quantités, mais Röpke perçoit comme une dérive le recours croissant et l'attractivité exercée par l'économie mathématique. Il y voit un moyen de passer outre toute considération morale ainsi qu'un traitement mécanique du corps social, s'appuyant sur des agrégats fautifs. Il rejoint les positions autrichiennes en la matière (Leen [2003]). L'usage doit être clairement instrumental et modéré :

L'économie peut, dans les faits, permettre un recours aux mathématiques pour illustrer ou formuler avec précision des relations causales de caractère quantitatif. Et il y a en effet peu d'économistes modernes qui chercheront à rejeter toute forme d'usage des mathématiques. Mais cette méthode même est ouverte à discussion parce qu'elle attire les imprudents à repousser exagérément la frontière qui délimite le bord du territoire, la zone entre ce qui est humain et mécanique. ([1956], p. 122 ; nous traduisons)

Le dogme de l'harmonie évoqué dans la première partie, le rationalisme qui prend la forme d'individualisme et de nihilisme pour Röpke poussent les individus à une mise à distance des communautés naturelles et des liens naturels constitutifs de l'homme en tant qu'être spirituel :

L'aveuglement sociologique avec lequel on plaçait à la base de l'économie l'individu libre dans l'univers, tel un atome sans aucune attache, correspondait aussi à l'exagération rationaliste du principe de la concurrence, reposant sur l'égoïsme individuel. Par là même, on ressentait nécessairement comme des entraves gênantes les forces et les liens obligatoires que sont la famille et les communautés naturelles du voisinage, de la commune, de la profession, etc. ([1942a], p. 74)

Cette tendance manifeste et prégnante au XIX^e siècle sur le plan des idées a eu des ramifications très matérielles avec le développement d'une industrie (et d'une société) concentrée (massifiée). Les conditions, menées à leurs aboutissements, devinrent finalement inacceptables pour les individus :

Il en résulta cet *individualisme* funeste, dont on a enfin reconnu le caractère destructeur pour la société, et qui a réussi à discréditer une idée juste au point de favoriser le progrès du collectivisme, infiniment plus dangereux encore. Il n'est donc point étonnant que ce libéralisme économique, issu du rationalisme, se soit mis à ignorer souverainement les *données vitales* et *anthropologiques* capables de circonscrire les empiétements de l'industrialisme capitaliste, et qu'il ait volontairement imposé aux hommes une manière de vivre contraire à leur nature et contre laquelle ils se révoltent pour finir. ([1942a], p. 74)

C'est cette révolte qui est le moteur du basculement du libéralisme vers le collectivisme en maintenant l'intensification des mêmes tendances originaires.

Le socialisme collectiviste comme aboutissement nécessaire du libéralisme *historique*

Le constat avancé par Röpke à l'encontre du libéralisme *historique* met en avant des faiblesses internes assez préoccupantes pour le remettre en cause, et ce indépendamment de la crise économique et sociale dont il est le témoin :

[L]e système économique porte en lui des défauts de construction, des contradictions et des signes de dégénérescence qui auraient suffi à le précipiter dans une situation fâcheuse, même sans les contrecoups sérieux de la crise totale. ([1942a], p. 37)

La philosophie du *laissez-faire*, qui est également « une forme de rationalisme trébuchant » ([1944a], p. 99) est gangrénée par la montée de l'individualisme et du nihilisme. Mettre au centre de la régulation du processus social, l'institution du marché libre et concurrentiel est une erreur qui éroda progressivement les réserves morales des individus. Si bien que le système en place devint bientôt insupportable.

Ce fut, en effet, la faute capitale de la vieille pensée et action libérale « capitaliste » de considérer l'économie de marché comme un processus arrêté, circonscrit et qu'on pouvait automatiquement lier et délimiter. On avait perdu de vue que l'économie de marché ne forme qu'une section étroite de la vie sociale, qui est encadrée et maintenue par un domaine bien plus étendu [...]. L'économie de marché [...] abandonnée à elle seule, elle est dangereuse et même intenable, parce qu'alors elle réduirait à une existence totalement antinaturelle les hommes qui, tôt ou tard, rejetteraient et cette organisation et l'économie de marché qui leur serait devenue odieuse. ([1944a], p. 71-72)

À l'image de la fameuse thèse de Karl Polanyi dans *La Grande Transformation*, la société a fini par se défendre par un phénomène de réappropriation :

Tandis que l'économie du laissez-faire était produite par l'action délibérée de l'État, les restrictions ultérieures ont débuté spontanément. Le laissez-faire était planifié, la planification ne l'a pas été [...]. [N]ous affirmons que l'absurdité inhérente à l'idée d'un système de marché autorégulateur a en fin de compte détruit la société (...). ([1944a], p. 206, 211)

Röpke remarquait de façon comparable :

[L]e collectivisme est exactement le contraire de l'utopique, [...] il se réalise même si nous n'y prenons aucune part. ([1937], p. 24)

Comme le note Polanyi, « des auteurs libéraux tels que Spencer et Sumner, Mises et Lippmann, proposent une description du double mouvement qui est, en grande partie, semblable à la nôtre, mais lui donne une interprétation tout à fait différente » (Polanyi [1944], p. 206). Röpke nous semble partager plus

profondément encore le constat de Polanyi, notamment par son attention particulière aux conditions extra-économiques dans le domaine spirituel et anthropologique. Mais l'interprétation du phénomène diffère elle aussi. En effet, chez Röpke, on assiste non pas à un phénomène d'autodéfense de la société, mais à une catastrophe qui parachève le mouvement de balancier inauguré par un libéralisme fautif :

Une seule différence avec le collectivisme, c'est que la philosophie du laissez-faire ne nous inquiète point comme le collectivisme par sa présence actuelle, mais uniquement par son fatal héritage, l'héritage du monde d'aujourd'hui que ce libéralisme historique constitua avec autant d'aveuglement que de zèle. (Röpke [1944a], p. 99-100)

Libéralisme et socialisme sont coupables du même aveuglement *économiste* « qui s'en tient à l'aspect économique et à la productivité matérielle ; il fait du monde matériel et économique la pierre angulaire qui supporte tout l'édifice, rapporte tout à lui et le lui subordonne comme un simple moyen d'arriver au but » ([1942a], p. 75). Finalement, le socialisme collectiviste ne fait que se nourrir d'une tendance qui lui est profitable :

Le socialisme de tout crin n'offre qu'un changement de ce prolétarisme à double effet : il s'en nourrit pour créer l'idéologie correspondante et en même temps il le pousse jusqu'à ses limites. [L]e socialisme n'est pas autre chose que la conséquence logique d'une évolution engendrée et développée par un capitalisme dégénéré. ([1942a], p. 32, 33)

Avec la dernière génération historiciste (Sombart, Spiethoff et Max Weber), s'opère une sorte de « retour à Marx », en particulier dans la thématique spécifique du développement du capitalisme (Backhaus [1989], p. 602 ; Gioia [2000], p. 67-68). Les ordolibéraux n'y seront pas étrangers, et Walter Eucken, dans les mêmes années, partage les thèmes röpkeens :

The numerous and rapidly changing economic systems of the age of industrialism have mostly been dominated by the exchange economy form of economy, and lately also by the centrally administered form. These changes have led to many upheavals in the course of the economic process, to concentrations of and struggles for power, and to social tensions, and have hastened the spread of mass civilisation [...]. One of the great tasks of the present age is to find an effective and lasting system, which does justice to the dignity of man, for this new industrialised economy with its far-reaching division of labour. ([1940], p. 314 ; nous soulignons)

Et bien que Walter Eucken n'accorde pas une place prépondérante au cadre extra-économique, les préoccupations sociales générales aiment également ses intérêts et participent d'une réflexion globale sur l'économie en tant qu'ordre en relation avec d'autres sphères de phénomènes interdépendants.

Au XIX^e siècle, la primauté octroyée à la liberté de commerce a favorisé l'accroissement des richesses ainsi que l'industrialisation rapide de l'Europe. Mais l'apparition de puissantes industries, en retour, génère des positions qui menacent les libertés économiques (Eucken [1948b], p. 34). Plus grave, les positions dominantes dans l'industrie vont avoir un poids politique et orienter les décisions (législatives) en leur faveur, ce qui aura tendance à renforcer encore les positions de rente et d'accumulation. Ce cercle vicieux se perpétue jusqu'à

l'essor d'un interventionnisme en faveur d'intérêts particuliers (Eucken [1949], p. 223 ; Röpke [1942a], p. 32-33). C'est pourquoi, dans la pensée ordolibérale, l'interventionnisme et l'économie planifiée ne sont que les aboutissements nécessaires d'une politique du *laissez-faire* coupable, deux étapes d'un même phénomène.

Le libéralisme *historique*, comme le socialisme collectiviste, néglige une donnée anthropologique vitale pour les individus : la petite propriété privée (notamment terrienne). Le libéralisme, en poussant à son paroxysme le dogme de l'harmonie et des interventions étatiques négatives, a laissé la concurrence dégénérer en concentration. De l'autre côté, le socialisme tombe dans le même piège lorsqu'il « construit son État idéal sans tenir compte de la *nature immuable de l'homme* et du *caractère vital et anthropologique* de la propriété » ([1942a], p. 69 ; nous soulignons). À l'image de l'analyse dialectique énoncée cent ans plus tôt par Marx : « La division de la propriété privée correspond en effet au mouvement de la concurrence dans le domaine de l'industrie » menant à un processus d'accumulation antinomique ([1844], p. 103). Röpke reconnaît que la concentration sape l'argumentaire en faveur de la défense de la propriété privée : « La propriété trouve sa justification, difficilement réfutable, sous le régime de la concurrence, mais elle la perd sous le régime des monopoles. » ([1942a], p. 239)

Aussi, la concurrence est l'outil de *dé-potentialisation* (*Wettbewerb als Entmachtungsinstrument*) du pouvoir économique par excellence (Fèvre [2014]). Mais non pas un type de concurrence laissée à elle-même, pas de concurrence ruineuse (*cut-throat*) : chez Röpke, la sauvegarde des principes du libéralisme passe par la défense d'une concurrence encadrée :

Nous voici à même de déterminer la *vérité et l'erreur que contient le dogme libéral de l'harmonie*. D'abord, cette évidence primordiale : si l'appétit égoïste des intéressés n'est pas tenu en échec par une éthique économique supérieure, par une noble tradition ou par la simple loi de l'inertie, il appartient à la concurrence réglant l'économie du marché de mettre en action les intérêts contraires – selon le principe de l'équivalence des services rendus – et d'obliger les producteurs à ne défendre leurs intérêts qu'en favorisant l'intérêt général. Ce n'est donc pas la division du travail, ni le marché seul qui assurent la solidarité des intérêts, mais c'est la concurrence destinée à être maintenue coûte que coûte. Non seulement il faut que cette concurrence existe réellement, mais encore faut-il veiller à lui garder son caractère loyal, véridique – or ni l'un ni l'autre ne va de soi, comme une conséquence logique de la division du travail et des échanges économiques. ([1942b], p. 169-170)

Pour Röpke, l'erreur consiste à penser la concurrence comme un processus intrinsèquement dégénératif. Un travail sur le cadre extra-économique au même titre qu'un législateur attentif pallie cette déconvenue, que le libéralisme *historique* a négligé. Le dépassement de la doctrine du *laissez-faire*, mais aussi du socialisme, passe donc par la résolution des apories mises précédemment en avant : la question de la propriété privée est clef.

Au tournant du XX^e siècle, il était courant de rejeter dos à dos libéralisme et socialisme dans les milieux des académiques allemands. Des auteurs, en premier lieu péjorativement rattachés au Socialisme de la Chaire (*Kathedersozialisten*), n'hésitaient pourtant pas à se démarquer ouvertement des deux

programmes : « Concernant la pratique politique ou académique, Schmoller s'oppose au libéralisme économique comme au socialisme » (Nau [2000], p. 509 ; nous traduisons). On retrouve, chez Adolph Wagner, la même distance vis-à-vis du socialisme. Wagner met moins en cause la capacité technique de réaliser un tel système (comme le fera Mises lors du débat sur le calcul socialiste) que la non-concordance de ce système à certaines caractéristiques psychologiques des individus :

Qu'il s'agisse de la liberté ou de la réalisation de l'organisation économique projetée, le socialisme se trouve en présence de très difficiles problèmes pratiques, technico-économiques, mais aussi de problèmes psychologiques. Il aboutirait à un échec bien plutôt par les difficultés d'ordre psychologique qu'il aurait à résoudre que par les difficultés technico-économiques. Celles-ci paraissent moins insurmontables que les difficultés psychologiques. ([1893], p. 14)

Mais plus que dans la pensée historiciste, les idées de Röpke trouvent une résonance singulière avec le socialisme-libéral de Franz Oppenheimer (auquel il fait pourtant peu référence), qui passe également par une critique libérale anti-capitaliste, centrée sur la question de la propriété terrienne :

Empêchez cet accaparement [du sol] en supprimant la grande propriété foncière – la classe ouvrière et la relation capitaliste disparaîtront aussitôt. Le socialisme deviendra alors la réalité : une économie sociale, dans laquelle il n'existe qu'une seule espèce de revenu, le salaire du travail, et dans laquelle la rente foncière et le profit ont presque complètement disparu [...] ; chacun ne possède que le sol qu'il cultive ; – où la liberté entière de la concurrence économique et de l'individualisme économique règle seul les relations d'échange – et où existe cependant l'« harmonie parfaite de tous les intérêts économiques », *c'est le socialisme réalisé par le libéralisme*. ([1910], p. 11-12)

Oppenheimer, dont Ludwig Erhard fut l'élève, se distingue néanmoins de Röpke ou de Eucken par ce que Haselbach ([2000], p. 82) nomme le caractère « messianique » (on pourrait dire utopiste) de son libéralisme, par opposition au libéralisme « révisionniste » (fonctionnel) des ordolibéraux. Quelque chose se joue en effet à ce niveau du chemin nouveau à entreprendre, plus particulièrement dans l'articulation entre libéralisme et socialisme. Benedetto Croce, célèbre libéral hégélien, fait remarquer, dans un compte rendu [1943] de *La Crise sociale de notre temps*, que la fidélité au libéralisme doit être entendue, à son avis, comme une fidélité à ses fondements éthico-moraux (se réalisant à travers un processus historique) seulement, non à ses principes économiques : ce sur quoi repose sa fameuse distinction entre libéralisme et *libérisme* [*liberismo*]). Si bien que les moyens économiques à mobiliser, comme la planification ou le monopolisme, peuvent être justifiés et historiquement pertinents selon lui, pour atteindre les idéaux du libéralisme. Tel n'est pas le cas chez Röpke. Aussi, le libéralisme *encastré* (dans la société et son besoin de règles morales et spirituelles) et *encadré* (le marché nécessite un État fort) de Röpke mérite-t-il d'être questionné dans son rapport à la pensée libérale comme à la tradition socialiste : est-on en présence d'une voie *médiane*, d'une *troisième*, d'une *tierce* voie ? Répondre à l'interrogation suivante passe par une étude des recommandations politiques et économiques de Röpke, dont la présente étude fournit certains éléments liminaires.

CONCLUSION

Wilhelm Röpke est un intellectuel libéral, critique du collectivisme puis du *Welfare State* : le fait est entendu. Les recommandations de politiques et de réformes sociales – qui n’ont clairement pas été prises en considération dans cet article – ne peuvent néanmoins pas être éclairées par ce seul prisme. Dans un ouvrage plus tardif, Röpke synthétisera toute sa critique du libéralisme *historique*, avec ce qui ressemble au *leitmotiv* de son œuvre : « [L]e destin de l’économie de marché et de son mécanisme de l’offre et de la demande se décide en définitive au-delà de l’offre et de la demande. » ([1958], p. 65)

Les travaux de Röpke offrent bel et bien une « utopie libérale de caractère universel » (Cantimori [1964], p. 165) dont les ressorts critiques et positifs dépassent le cadre strict de la pensée de Walter Eucken et son École de Fribourg, au bénéfice d’une interprétation philosophique et sociale, mais au détriment de l’analyse économique (et juridique). Cet article s’est concentré sur le travail d’histoire culturelle livrée par Wilhelm Röpke, principalement dans les années 1940. Sa formation d’économiste ne l’a pas empêché de développer une lecture dont les déterminants ultimes dépassent largement le champ de cette discipline. En proposant une description de la crise de civilisation dont l’Occident est victime depuis la Première Guerre mondiale, Röpke met en avant les facteurs d’une société tournée vers le centralisme d’État et la planification économique. A été présenté le phénomène de massification qui frappe les domaines culturels, politiques, socio-économiques. L’article souligne, en particulier, les dommages dus à la concentration des grandes entreprises et à l’essor de l’industrialisme aux dépens du monde agraire, garant de la santé morale de la société. La culture humaniste (et spiritualiste) de Röpke, couplée à une mise en question de certaines caractéristiques de la modernité et de la technicisation, ressort particulièrement.

Les tendances de la crise sociale trouvent leur origine dans le libéralisme *historique*, tel qu’il s’est développé au XVIII^e et surtout au XIX^e siècle. Le dogme de l’harmonie des intérêts, et donc d’une mission purement négative assignée à la puissance publique, a participé d’un développement erroné du libéralisme et a favorisé des tendances néfastes pour les individus, comme la concentration et l’asservissement du travail. La pensée rationaliste a précipité le déclin du libéralisme en poussant à son paroxysme l’a-spiritualisme et l’individualisme à la base du credo *laissez-fairiste*. La société, face à la crise sociale finalement engendrée par le libéralisme *historique*, s’est réfugiée dans une réaction contraire : celle de la mise en tutelle des différentes sphères de la société sous l’égide de l’État.

La critique du libéralisme de Röpke passe donc par son *historicisation*. Sa filiation avec la tradition de pensée allemande est particulièrement importante à ce titre, bien qu’elle soit souvent éludée dans la littérature, au profit de la pensée autrichienne par exemple. Il pondère son rejet du libéralisme en s’appuyant justement sur cette *historicisation*, dont l’objectif argumentatif est d’en prémunir l’idéauté face aux attaques marxistes et socialistes. Au final, l’article fait ressortir que le traditionnel est naturel chez Röpke : il distingue nettement la naturalité des besoins humains (propriété, communauté, hiérarchie, etc.) face à l’artificialité de l’économie de marché comme institution. En fonctionnant à l’inverse, c’est-à-dire en supposant la naturalité du marché et la construction artificielle des besoins, le libéralisme *historique* marchait donc sur la tête, encourageant une issue à l’opposé de ses idéaux premiers.

RÉFÉRENCES BIBLIOGRAPHIQUES

- ARON R. [1967], *Les Étapes de la pensée sociologique*, Paris, Gallimard.
- AUDIER S. [2008a], *Aux origines du néo-libéralisme : Le colloque Lippmann*, Paris, Le Bord de l'eau, p. 245-354.
- AUDIER S. [2008b], « La face cachée du "Néo-libéralisme" », dans *Aux origines du néo-libéralisme : Le colloque Lippmann*, Paris, Le Bord de l'eau, p. 7-245.
- AUDIER S. [2012], *Néolibéralisme(s)*, Paris, Grasset.
- BACKHAUS J.G. [1989], « Sombart's Modern Capitalism », *Kyklos*, 42 (4), p. 599-611.
- BENDA J. [1927], *La Trahison des clercs* (8^e éd.), Paris, Grasset, 1946.
- BILGER F. [1964], *La Pensée économique libérale dans l'Allemagne contemporaine*, Paris, Librairie générale de droit et de jurisprudence.
- BILGER F. [2003], « La pensée néolibérale française et l'ordolibéralisme », dans COMMUN P. (dir.), *L'Ordolibéralisme allemand : aux sources de l'économie sociale de marché*, Cergy-Pontoise, CIRAC/CICC, p. 17-30.
- BOARMAN P.M. [2000], « Wilhelm Röpke: Apostle of a Humane Economy », *Society*, 37 (6), p. 57-65.
- BÖHM F., EUCKEN W. et GROSSMAN-DOERTH H. [1936], « Unsere Aufgabe / The Ordo Manifesto of 1936 », dans PEACOCK A. et WILLGERODT H. (dir.), *Germany's social market economy: Origins and evolution*, London, Macmillan for the Trade Policy Research Centre, 1989, p. 15-26.
- BONEFELD W. [2012], « Freedom and the Strong State: On German Ordoliberalism », *New Political Economy*, 17 (5), p. 633-656.
- BONEFELD W. [2013], « Human economy and social policy: On ordo-liberalism and political authority », *History of the Human Sciences*, 26 (2), p. 106-125.
- BROYER S. [2007], « La Pensée théorique et politique de Walter Eucken à la lumière des écoles historiques allemandes » (thèse de doctorat). Université Lyon 2 Lumière.
- BURGIN A. [2012], *The great persuasion: reinventing free markets since the Depression*, Cambridge (Mass.), Harvard University Press.
- CAMPAGNOLO G. [2003], « Trois sources philosophiques de la réflexion ordolibérale », dans COMMUN P. (dir.), *L'Ordolibéralisme allemand : aux sources de l'économie sociale de marché*, Cergy-Pontoise, CIRAC/CICC, p. 133-148.
- CAMPAGNOLO G. [2011], « Enquête sur la "querelle des méthodes" », dans MENGER C. (dir.), *Untersuchungen über die methode der socialwissenschaften: und der politischen oekonomie insbesondere / Recherches sur la méthode dans les sciences sociales et en économie politique en particulier*, Paris, Éditions de l'EHESS, p. 421-530.
- CAMPBELL W.F. et FOSHEE A.W. [1997], « Catholic Social Encyclicals and Wilhelm Röpke's Political Economy of the "Third Way" », *Catholic Social Science Review*, 2, p. 117-144.
- CANTIMORI D. [1964], « Une utopie conservatrice : la "Troisième voie" de M. W. Röpke », *Cahiers Vilfredo Pareto*, 2 (4), p. 147-168.
- CLAVE F.U. [2005], « Walter Lippmann et le néolibéralisme de La Cité Libre », *Cahiers d'économie politique*, 48 (1), p. 79-110.
- COLEMAN W. [2013], « What Was "New" about Neoliberalism? », *Economic Affairs*, 33 (1), p. 78-92.
- COMMUN P. [2003], « La conversion de Ludwig Erhard à l'ordolibéralisme (1930-1950) », dans COMMUN P. (dir.), *L'Ordolibéralisme allemand : aux sources de l'économie sociale de marché*, Cergy-Pontoise, CIRAC/CICC, p. 175-199.
- COMMUN P. [2009], « Présentation », dans RÖPKE W. (dir.), *Jenseits von Angebot und Nachfrage / Au-delà de l'offre et de la demande*, Paris, Payot, p. 7-20.
- COMMUN P. [2014], « German ordoliberalism: order vs. disorder in Röpke's early works », *Rivista i-lex*, 9 (21), p. 27-39.
- CROCE B. [1943], « La "terza via" », *La Critica*, 41, p. 109-112.
- DENORD F. [2001], « Aux origines du néo-libéralisme en France », *Le Mouvement social*, 195 (2), p. 9-34.

- DOERING D. [2006], « Wilhelm von Humboldt et les origines du libéralisme allemand », dans NEMO P. et PETITOT J. (dir.), *Histoire du libéralisme en Europe*, Paris, PUF, p. 859-880.
- EUCKEN W. [1940], *Die Grundlagen der Nationalökonomie / The Foundations of Economics*, trad. angl. T.W. Hutchison, Londres-Édimbourg-Glasgow, W. Hodge, 1950.
- EUCKEN W. [1948a], « Die Soziale Frage / The Social Question », dans WÜNSCHE H.F. (dir.), *Standard Texts on the Social Market Economy: Two Centuries of Discussion*, trad. angl. D. Rutter, Stuttgart, Gustav Fischer Verlag, 1982, p. 267-276.
- EUCKEN W. [1948b], « What kind of economic and social system ? », dans PEACOCK A. et WILLGERODT H. (dir.), *Germany's social market economy: Origins and evolution*, Londres, Macmillan for the Trade Policy Research Centre, 1989, p. 27-45.
- EUCKEN W. [1949], « The competitive order and its implementation », réimpression dans *Competition Policy International*, 2006, 2 (2), p. 219-245.
- EUCKEN W. [1951], *This unsuccessful age: or the pains of economic progress*, Londres-Édimbourg-Glasgow, W. Hodge.
- EYGUESIER N. [2012], *La Notion de progrès chez Sismondi* (thèse de doctorat), Université de Lausanne.
- FÈVRE R. [2014], « Le “pouvoir économique” au centre de la question libérale : ordre concurrentiel et intervention étatique dans la pensée ordolibérale », *XV^e Colloque international de l'Association Charles Gide pour l'étude de la pensée économique*, Lyon.
- FOUCAULT M. [2004], *Naissance de la biopolitique*, Paris, Seuil/Gallimard.
- FRIEDRICH C.J. [1955], « The Political Thought of Neo-Liberalism », *The American Political Science Review*, 49 (2), p. 509-525.
- GERBER D.J. [1994], « Constitutionalizing the Economy: German Neo-liberalism, Competition Law and the “New” Europe », *American Journal of Comparative Law*, 42 (1), p. 25-84.
- GERBER D.J. [1998], *Law and competition in twentieth century Europe: protecting Prometheus*, Oxford, Clarendon Press.
- GIOIA V. [2000], « L'école historique allemande d'économie », dans BÉRAUD A. et FACCARELLO G. (dir.), *Nouvelle Histoire de la pensée économique*, vol. III, Paris, La Découverte, p. 30-73.
- GOLDSCHMIDT N. [2006], « Alfred Müller-Armack et Ludwig Erhard : le libéralisme social de marché », dans NEMO P. et PETITOT J. (dir.), *Histoire du libéralisme en Europe*, Paris, PUF, p. 953-983.
- GREGG S. [2010], *Wilhelm Röpke's political economy*, Cheltenham (UK), Northampton (Mass.), Elgar.
- GROSSEKETTLER H.G. [1989], « On designing an economic order. The contributions of the Freiburg school », dans WALKER D.A. (dir.), *Twentieth-Century Economic Thought*, vol. II, Aldershot Brookfield (Vt.), Elgar, p. 38-84.
- GROSSEKETTLER H.G. [1994], « On Designing an Institutional Infrastructure for Economies: The Freiburg Legacy after 50 Years », *Journal of Economic Studies*, 21 (4), p. 9-24.
- HABERMANN G. [2006], « La “mesure humaine” ou l’“ordre naturel” : l'humanisme économique de Wilhelm Röpke et Alexandre Rüstow », dans NEMO P. et PETITOT J., *Histoire du libéralisme en Europe*, Paris, PUF, p. 937-951.
- HAGEMANN H. [2005], « Dismissal, expulsion, and emigration of German-speaking economists after 1933 », *Journal of the History of Economic Thought*, 27 (4), p. 405-420.
- HAGEMANN H. et KROHN C.D. (dir.) [1999], *Biographisches Handbuch der deutschsprachigen wirtschaftswissenschaftlichen Emigration nach 1933*, vol. I-II, Munich (Allemagne), K.G. Saur.
- HARTWELL R.M. [1995], *A history of the Mont Pelerin society*, Indianapolis, Liberty Fund.
- HASELBACH D. [2000], « Franz Oppenheimer's theory of capitalism and of a Third Path », dans KOSLOWSKI P. (dir.), *Theory of Capitalism in the German Economic Tradition: Historism, Ordo-liberalism, Critical Theory, Solidarism*, Heidelberg, Springer, p. 54-89.

- HAYEK F.A. [1941], « The Counter-Revolution of Science », *Economica*, 8 (31), p. 281-320.
- HAYEK F.A. [1944], *The road to serfdom / La route de la servitude*, 5^e éd., Paris, PUF, 2010.
- HAYEK F.A. [1948], « Individualism: True and False », dans *Individualism and Economic Order*, Chicago, The University of Chicago Press, p. 1-32.
- HAYEK F.A. [1966], « Les principes d'un ordre social libéral », dans *Essais de philosophie, de science politique et d'économie*, trad. fr. C. Piton, Paris, Les Belles lettres, 2007, p. 247-270.
- HAYEK F.A. [1973], *Droit, législation et liberté – Règles et ordre*, trad. fr. R. Audouin, vol. I, Paris, PUF, 1983.
- HAYEK F.A. [1979], *Droit, législation et liberté – L'Ordre politique d'un peuple libre*, trad. fr. R. Audouin, vol. III, Paris, PUF, 1983.
- HENNECKE H.-J. [2005], *Wilhelm Röpke – Ein Leben in der Brandung*, Stuttgart, Schäffer-Poeschel.
- HERRMANN-PILLATH C. [1994], « Methodological Aspects of Eucken's Work », *Journal of Economic Studies*, 21 (4), p. 46-60.
- HUTCHISON T.W. [1964], « Types and Sources of Value-Judgments and Bias », dans CALDWELL B.J. (dir.), *The philosophy and methodology of economics*, vol. II, Aldershot Hants, Brookfield Vt, E. Elgar, 1993, p. 125-193.
- JACKSON B. [2010], « At the Origins of Neo-Liberalism: The Free Economy and the Strong State, 1930-1947 », *The Historical Journal*, 53 (1), p. 129-151.
- KEYNES J.M. [1919], *Les Conséquences économiques de la paix*, trad. fr. D. Todd, Paris, Gallimard, 2002.
- KEYNES J.M. [1930], « Economic Possibilities for our Grandchildren », dans *Essays in persuasion*, The Collected Writings of John Maynard Keynes-IX, édité par D.E. Moggridge, Londres, Basingstoke, Macmillan, 1972, p. 321-332.
- KLAUSINGER H. [1999], « German Anticipations of the Keynesian Revolution?: The Case of Lautenbach, Neisser and Röpke », *The European Journal of the History of Economic Thought*, 6 (3), p. 378-403.
- KLUMP R. et WÖRSDÖRFER M. [2011], « On the affiliation of phenomenology and ordoliberalism: Links between Edmund Husserl, Rudolf and Walter Eucken », *European Journal of the History of Economic Thought*, 18 (4), p. 551-578.
- KROHN C.D. [1987], *Intellectuals in Exile: Refugee Scholars and the New School for Social Research*, trad. angl. R. Kimbre, University of Massachusetts Press, 1993.
- KRÜSSELBERG H.G. [2008], « Röpke, Wilhelm » dans HASSE R.H., SCHNEIDER H. et WEIGELT K. (dir.), *Social market economy history, principles and Implementatio*, Paderborn, Konrad-Adenauer-Stiftung, p. 58-60.
- KUHNERT S. [2008], « The Man Who Heated Up Economic Discussion with a Stove: Walter Eucken's Challenge to the Social Sciences' », dans SPROULE-JONES M. (dir.), *The Struggle to Constitute and Sustain Productive Orders: Vincent Ostrom's Quest to Understand Human Affairs*, Lanham (MD), Lexington Books, p. 111-124.
- LABROUSSE A. [2009], « La querelle des méthode : une affaire close ? » dans ALCOUFFE A. et DIEBOLT C. (dir.), *La Pensée économique allemande*, Paris, Economica, p. 143-170.
- LAGUEUX M. [1988], « Le néo-libéralisme comme programme de recherche et comme idéologie », *Cahiers d'économie politique*, 16 (1), p. 129-152.
- LAKOMSKI O. [2002], « The long-term perspective: Schumpeter's prediction of the end of capitalism », dans ARENA R. et DANGEL-HAGNAUER C. (dir.), *The Contribution of Joseph A. Schumpeter to Economics*, Londres, Routledge, p. 146-166.
- LEEN A.R. [2003], « Röpke revisited from a modern-austrian perspective: the moral heart of capitalism », *Economic Policy in an Orderly Framework: Liber Amicorum for Gerrit Meijer*, p. 271-283.
- LIPPMANN W. [1946], *La Cité libre*, Paris, Librairie de Médicis.
- LOUZEK M. [2011], « The Battle of Methods in Economics. The Classical Methodens-
trait—Menger vs. Schmoller », *American Journal of Economics and Sociology*, 70 (2), p. 439-463.

- MARX K. [1844], *Manuscripts de 1844*, Paris, Flammarion, 1999.
- MEGAY E.N. [1970], « Anti-Pluralist Liberalism: The German Neoliberals », *Political Science Quarterly*, 85 (3), p. 422-442.
- MEIJER G. [2005], « Some aspects of the relationship between the Freiburg school and the Austrian school », dans BACKHAUS J.G. (dir.), *Modern Applications of Austrian Thought*, New York, Routledge, p. 139-150.
- MIERZEJEWSKI A.C. [2006], « Water in the Desert? The Influence of Wilhelm Röpke on Ludwig Erhard and the Social Market Economy », *Review of Austrian Economics*, 19 (4), p. 275-287.
- MIROWSKI P. et PLEHWE D. [2009], *The road from Mont Pèlerin the making of the neoliberal thought collective*, Cambridge (Mass.), Londres, Harvard University Press.
- MÜLLER-ARMACK A. [1956], « Soziale Marktwirtschaft / The meaning of the Social Market Economy », dans PEACOCK A. et WILLGERODT H. (dir.), *Germany's social market economy: Origins and evolution*, Londres, Macmillan for the Trade Policy Research Centre, 1989, p. 82-86.
- MÜLLER-ARMACK A. [1965], « The Principles of the Social Market Economy », *German Economic Review*, 3 (2), p. 89-104.
- MÜLLER-ARMACK A. [1978], « The Social Market Economy as an Economic and Social order », *Review of Social Economy*, 36 (3), p. 325-331.
- NAU H.H. [2000], « Gustav Schmoller's Historico-Ethical Political Economy: ethics, politics and economics in the younger German Historical School, 1860-1917 », *European Journal of the History of Economic Thought*, 7 (4), p. 507-531.
- NICHOLLS A.J. [1994], *Freedom with responsibility: the social market economy in Germany, 1918-1963*, Oxford, Clarendon Press.
- OLIVER H.M. [1960], « German Neoliberalism », *The Quarterly Journal of Economics*, 74 (1), p. 117-149.
- OPPENHEIMER F. [1910], « Theorie der Reinen und Politischen Ökonomie / L'économie pure et l'économie politique », dans *Moyens économiques contre moyens politiques*, trad. fr. H. Stelz et M. W. Horn, Paris, Les Belles Lettres, 2013, p. 1-356.
- ORTEGA Y GASSET J. [1937], *La Révolte des masses*, Paris, Stock.
- PARSONS T. [1929], « "Capitalism" in Recent German Literature: Sombart and Weber (Concluded) », *The Journal of Political Economy*, 37 (1), p. 31-51.
- PLEHWE D., WALPEN B.J. et NEUNHÖFFER G. [2007], *Neoliberal hegemony: a global critique*, New York, Routledge.
- POLANYI K. [1944], *La Grande Transformation : Aux origines politiques et économiques de notre temps*, Paris, Gallimard, 2009.
- PRIBRAM K. [1944], « Review of Die Gesellschaftskrisis der Gegenwart by Wilhelm Röpke », *The American Economic Review*, 34 (1), p. 170-172.
- PRIDDAT B.P. [2004], « Gustav Schmoller : l'économie comme moralité institutionnalisée », dans H. BRUHNS (dir.), *Histoire et économie politique en Allemagne de Gustav Schmoller à Max Weber : nouvelles perspectives sur l'école historique de l'économie*, trad. fr. F. Laroche, Paris, Éditions de la Maison des sciences de l'homme, p. 53-74.
- PTAK R. [2004], *Vom Ordoliberalismus zur Sozialen Marktwirtschaft: Stationen des Neoliberalismus in Deutschland*, Opladen, Leske + budrich.
- PTAK R. [2009], « Neoliberalism in Germany », dans MIROWSKI P. et PLEHWE D. (dir.), *The road from Mont Pèlerin: the making of the neoliberal thought collective*, Harvard University Press, p. 89-138.
- RITENOUR S. [2009], « Wilhelm Röpke (1899-1966): Humane Economist », *Ludwig von Mises Institute* ; consulté à l'adresse <http://mises.org/about/3241>.
- RÖPKE W. [1932], *Krise und Konjunktur*, Leipzig, Quelle und Meyer.
- RÖPKE W. [1933], « Trends in German Business Cycle Policy », *The Economic Journal*, 43 (171), p. 427-441.
- RÖPKE W. [1936a], *Crises and cycles*, Édimbourg-Londres-Glasgow, W. Hodge.
- RÖPKE W. [1936b], « Socialism, Planning, and the Business Cycle », *Journal of Political Economy*, 44 (3), p. 318-338.

- RÖPKE W. [1937], *Die Lehre von der Wirtschaft / Explication économique du monde moderne*, Paris, Librairie de Médecis, 1940.
- RÖPKE W. [1940-1953], « Correspondance », 165/2 (2/8); 165/4 (4/8); 165/5 [Archive HEI à Genève].
- RÖPKE W. [1942a], *Die Gesellschaftskrisis der Gegenwart / La crise de notre temps*, Neuchâtel, La Baconnière, 1945.
- RÖPKE W. [1942b], *International economic disintegration*, Edimburgh-Londres-Glasgow, W. Hodge.
- RÖPKE W. [1944a], *Civitas humana*, 2^e éd., Paris, Librairie de Médecis, 1946.
- RÖPKE W. [1944b], *The Moral Foundations of Civil Society [Civitas Humana]* (2^e éd. révisée), New Brunswick, Transaction Publishers, 2002.
- RÖPKE W. [1945a], *Die Deutsche Frage / The German question*, trad. angl. E. W. Dickes, Londres, G. Allen and Unwin, 1946.
- RÖPKE W. [1945b], *Internationale Ordnung – heute / International order and economic integration*, Dordrecht, Springer, 1959.
- RÖPKE W. [1947], « La fonction de la petite et moyenne entreprise dans l'économie publique », *Publications de l'Union suisse des arts et métiers*, Berne.
- RÖPKE W. [1956], « The Place of Economics Among the Sciences », dans SENNHOLZ M. (dir.), *On Freedom and Free Enterprise: Essays in Honor of Ludwig von Mises*, Princeton, Van Nostrand, p. 111-127.
- RÖPKE W. [1957], *Welfare, freedom and inflation*, Londres, Pall Mall Press.
- RÖPKE W. [1958], *Jenseits von Angebot und Nachfrage / Au-delà de l'offre et de la demande*, Paris, Payot, 1961.
- RÖPKE W. [1959], *L'économie mondiale aux XIX^e et XX^e siècles*, Genève, Librairie E. Droz.
- RÖPKE W. [1969], *Against the tide*, Chicago, H. Regnery.
- RÜSTOW A. [1932], « Liberal intervention », dans WÜNSCHE H.F. (dir.), *Standard Texts on the Social Market Economy, Two Centuries of Discussion*, trad. angl. D. Rutter, Stuttgart, Gustav Fischer Verlag, 1982, p. 183-186.
- RÜSTOW A. [1980], *Freedom and Domination: A Historical Critique of Civilization*, New Jersey, Princeton University Press.
- SALLY R. [1996], « Ordoliberalism and the social market: Classical political economy from Germany », *New Political Economy*, 1 (2), p. 233-258.
- SCHEFOLD B. [2009], « Préface », dans ALCOUFFE A. et DIEBOLT C. (dir.), *La Pensée économique allemande*, Paris, Economica, p. v-xxiv.
- SCHMOLLER G.F. [1902], *Politique sociale et économie politique (questions fondamentales)*, Paris, Giard & Brière.
- SCHUMPETER J.A. [1942], *Capitalisme, socialisme et démocratie*, trad. fr. G. Fain, Paris, Payot, 1998.
- SCHUMPETER J.A. [1950], « The March Into Socialism », *The American Economic Review*, 40 (2), p. 446-456.
- SIEMS M. et SCHNYDER G. [2012], « The Ordoliberal Variety of Neoliberalism », dans *Banking Systems in the Crisis: The Faces of Liberal Capitalism*, Londres, Routledge, p. 250-268.
- SIMONS H.C. [1936], « The Requisites of Free Competition », *The American Economic Review*, 26 (1), p. 68-76.
- SIMONS H.C. [1951], « A Positive Program for Laissez Faire, Some Proposals for a Liberal Economic Policy », dans *Economic policy for a free society*, 3^e éd., Chicago, The University of Chicago Press, p. 40-77.
- SOLCHANY J. [2011], *Retour sur une économie très politique: Wilhelm Röpke, l'autre Hayek* (Mémoire d'habilitation), Lyon II Lumière (LARHRA).
- STEINER Y. et WALPEN B. [2006], « L'apport de l'ordolibéralisme au nouveau libéral, puis son éclipse », *Carnets de bord en sciences humaines*, 11, p. 94-104.
- TOOZE A. [2006], *The wages of destruction: the making and breaking of the Nazi economy*, Londres, Allen Lane The Penguin Press.
- TRIBE K. [2010], « Review of Samuel Gregg's Wilhelm Röpke's political economy », *Erasmus Journal for Philosophy and Economics*, 3 (2), p. 142-145.

- WAGNER A. [1893], *Grundlegung der politischen Ökonomie / Les fondements de l'économie politique*, trad. fr. L. Polack, vol. I, Paris, V. Giard & E. Brière, 1904.
- WALPEN B. [2004], *Die offenen Feinde und ihre Gesellschaft: eine hegemonietheoretische Studie zur Mont Pèlerin Society*, VSA-Verlag.
- WEIL S. [1949], *L'Enracinement*, Paris, Gallimard.
- WEISZ J.-D. [2001], « A Systemic Perception of Eucken's Foundations of Economics », dans LABROUSSE A. et WEISZ J.-D. (dir.), *Institutional economics in France and Germany: German Ordoliberalism versus the French regulation school*, Heidelberg, Springer, p. 129-156.
- WÖRSDÖRFER M. [2012], « Freiburg School of Law and Economics, Freiburg (Lehrstuhl-) Tradition and the Genesis of Norms », *Working Paper Series*, Cluster of Excellence : The Formation of Normative Orders.
- WUILLÈME T. [2011], « José Ortega y Gasset, La révolte des masses », *Questions de communication*, 19, p. 387-389.
- YCRE J.-M. [2003], « Les sources catholiques de l'ordolibéralisme allemand : Röpke et la pensée catholique sociale allemande », dans COMMUN P. (dir.), *L'Ordolibéralisme allemand : aux sources de l'économie sociale de marché*, Cergy-Pontoise, CIRAC/CICC, p. 163-172.
- ZMIRAK J. [2001], *Wilhelm Röpke: Swiss localist, global economist*, Wilmington Del, ISI Books.